

ATELIER DE FORMATION
SUR L'ANALYSE
SOCIOÉCONOMIQUE
SELON LE GENRE POUR
LES PROJETS DU FIDA

MALI, MAURITANIE, NIGER, TCHAD



**Atelier de formation sur
l'analyse socio-économique selon le genre (ASEG)
dans les projets du FIDA**

Bamako, Mali, du 31 mai au 4 juin 2004

Avec la généreuse contribution des gouvernements italien et norvégien au titre du programme d'action pour atteindre les femmes rurales en Afrique du Centre et de l'Ouest

Insérer Photo Page (pdf)

TABLE DES MATIERES

Première Partie: Rapport de l'atelier

1.	Contexte	1
2.	But de la formation	1
3.	Objectifs de la formation	1
4.	Phase préparatoire	1
5.	Participants	2
6.	Dynamique de l'atelier	2
7.	Evaluation des besoins	2
8.	Visite de terrain	2
9.	Résultats obtenus	3
10.	Conclusions et recommandations de suivi	3

Annexes

1.	Analyse de la situation genre dans le programme de fonds de développement en zone sahélienne (FODESA) et le programme de diversification des revenus en zone non-cotonnière Mali-Sud (PDR/MS)	5
2.	Partage d'expériences:	
	a) Niger: Etude de cas sur le diagnostic genre et les dispositifs existants pour la prise en compte des aspects genre dans le cadre de la préparation du PPILDA	19
	b) Mauritanie: Projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout Sud et le Karakoro (PASK)	32
3.	Plans d'action des projets participant à l'atelier	49
4.	Évaluation finale	61
5.	Liste des participants	65

Deuxième partie: Déroulement de l'atelier

Ordre du jour de la première journée	1
Règles du jeu	1
Première journée	2
Deuxième journée	6
Troisième journée	22
Quatrième journée	26
Cinquième journée	34

Les photos de couverture sont de Mme Florence Papitto

SIGLES ET ACRONYMES

ANCG	Agence nationale de coordination et de gestion
ANDES	Association nationale pour le développement en zone sahélienne
APCAM	Assemblée permanente des Chambres d'agriculture du Mali
AREG	Agence régionale d'exécution et de gestion
ASEG	Analyse socio-économique selon le genre
CEC	Caisse d'épargne et de crédit
CEDREF	Centre d'étude, de documentation, de recherche et de formation en genre et développement
CMEC	Caisse mutuelle d'épargne et de crédit
CT/PIIP	Cellule technique de promotion de l'initiative et de l'innovation paysannes
DNAMR	Direction nationale d'appui au monde rural
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FODESA	Fonds de développement en zone sahélienne
Hbts	Habitants
IEC	Information, éducation, communication
IFD	Intégration de la femme dans le développement
GED	Genre et développement
MDR	Ministère du développement rural
PAIIP	Programme d'appui aux initiatives et innovations paysannes
PDC-PIP	Projet de développement communautaire et de promotion des initiatives paysannes
PDR/MS	Programme de diversification des revenus en zone non-cotonnière Mali-Sud
PDRAA	Projet de développement rural dans l'arrondissement d'Aguié
PIAG	Projet d'intégration de l'approche genre
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPILDA	Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié
PTBA:	Programme technique et budget annuels
S&E	Suivi et évaluation
SAV	Schéma d'action villageois
SVD:	Société villageoise de développement
UGP	Unité de gestion de programme
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VIPAF	Valorisation des initiatives paysannes en agroforesterie

**Atelier de formation sur
l'analyse socio-économique selon le genre (ASEG)
dans les projets du FIDA**

Bamako, Mali, du 31 mai au 4 juin 2004

**Première partie
Rapport de l'atelier**

RAPPORT DE L'ATELIER

1. CONTEXTE

L'action de formation faisant l'objet du présent rapport a été réalisée au titre des résolutions adoptées lors de l'atelier sur l'exécution des projets financés par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre, organisé à Cotonou du 29 octobre au 1er novembre 2002. Le Plan d'action de Cotonou prévoyait l'organisation d'une série d'ateliers de sensibilisation et de formation sur les questions liées au genre, à l'intention du personnel des projets du FIDA de la région. L'atelier organisé à Bamako, au Mali, est le deuxième atelier en langue française. Les pays représentés étaient les suivants: Mali, Mauritanie, Niger et Tchad.

2. BUT DE LA FORMATION

L'atelier avait pour but de renforcer la capacité des responsables des projets du FIDA d'intégrer la dimension du genre dans les projets, en utilisant l'analyse socio-économique selon le genre.

3. OBJECTIFS DE LA FORMATION

Les principaux objectifs de la formation étaient les suivants:

- étudier l'importance de l'aspect genre dans différentes actions de développement
- expliquer la philosophie de l'ASEG et l'intérêt de la démarche et de l'analyse
- relier «genre et participation» et appliquer les outils
- adapter les outils au contexte local

4. PHASE PREPARATOIRE

La phase préparatoire de l'atelier, conduite par Mme Traoré au Mali, avait pour objectif de faire une analyse, du point de vue du genre, de la situation dans les programmes «Fonds de développement en zone sahélienne (FODESA)» et «Diversification des revenus en zone non-cotonnière Mali-Sud (PDR/MS)».

L'analyse a été conduite du 10 au 25 mai à Bamako, dans la région de Koulikoro (village de Tioribougou et de Djidiéni) et dans la région de Ségou (San et Djénana).

Pour cela, la consultante s'est entretenue avec les coordinateurs et les responsables du suivi-évaluation, de l'IEC (information, éducation, communication) et de la formation, ainsi qu'avec les bénéficiaires, afin d'identifier les problèmes entravant la prise en compte de l'aspect genre, et de faire des recommandations visant le renforcement de cet aspect dans lesdits programmes.

Le contenu de l'atelier a été adapté aux profils des participant(e)s et aux besoins qu'ils ont exprimés dans un questionnaire d'évaluation des besoins. Les informations réunies étaient les suivantes: profil professionnel et fonction dans le projet, expérience en matière de genre et de formation active, expériences à partager sur l'aspect genre ou sur les méthodes participatives, attentes et appréhensions, cinq thèmes préférés (choix multiple).

La phase préparatoire s'est conclue à Bamako, à l'hôtel Nord-Sud (où s'est déroulé l'atelier), en présence des personnes suivantes,:

- Mme Cristiana Sparacino, chargée de programme, Division Afrique, FIDA, Rome
- Mme Florence Papitto, FIDA, Rome
- M. Mamadou Nadio, coordinateur national (Mali) des projets et programmes du FIDA
- M. Fatogoma Diarra, coordinateur du projet FODESA
- Mme Hadiza L. Traoré, animatrice de l'atelier
- Mme Patricia Colbert, animatrice de l'atelier

Mme Sparacino et Mme Colbert sont arrivées de Rome le jeudi 27 mai pour aider la consultante locale (Mme. Traoré) à achever la préparation, vérifier les préparatifs de la visite sur le terrain, etc.

5. PARTICIPANTS

Les participant(e)s, au nombre de 28, étaient les coordinateurs et leurs assistants, et les responsables du suivi et évaluation et de l'IEC des projets et programmes du FIDA en Mauritanie, au Niger, au Tchad et au Mali.

6. DYNAMIQUE DE L'ATELIER

La méthodologie suivie a été basée sur une approche participative, caractérisée par l'application des principes de l'apprentissage des adultes qui consiste à valoriser au maximum les connaissances et l'expérience des participants.

Elle a comporté des exercices, des études de cas, des partages d'expérience, des échanges et des discussions en groupes et en séances plénières. Un CD-ROM riche d'informations sur l'analyse socio-économique selon le genre a été mis à la disposition des participants.

Les travaux débutaient chaque matin par une séance de réflexion au cours de laquelle les participants s'exprimaient sur leur propre apprentissage et sur la méthodologie.

7. EVALUATION DES BESOINS

Un questionnaire avait été envoyé aux participants potentiels bien avant la tenue de la formation afin d'identifier les besoins et d'adapter le contenu de la formation à ceux-ci et au profil des participant(e)s.

Les réponses données dans les 23 questionnaires reçus ont servi à finaliser le programme de formation provisoire. Ces questionnaires ont également permis de dégager plusieurs types d'éléments utiles pour concevoir au mieux la formation et la méthodologie, tels que les attentes et appréhensions des participant(e)s par rapport à l'atelier, leur degré de connaissance de l'approche genre et de l'approche participative, ainsi que leurs expériences liées à l'un des thèmes de l'atelier et qu'ils souhaitaient partager.

En ce qui concerne le contenu et les thèmes indiqués comme devant être traités lors de l'atelier, les participant(e)s ont choisi les thèmes leur semblant les plus intéressants dans une liste de plusieurs possibilités (dont une à choix libre). Les thèmes ayant été sélectionnés sont indiqués, par ordre d'importance, dans le tableau ci-dessous:

Classement final – thèmes présélectionnés par les participants
• Analyse de genre et concepts 16
• Méthodes participatives (examen des ressources et contraintes des populations rurales) 16
• Evaluation des questions liées au genre dans les projets et les programmes 10
• Analyse des questions socio-économiques et leurs incidences sur les hommes/femmes 9
• Analyse des parties prenantes d'une situation de développement 8
• Identification des questions liées au genre dans les projets et les programmes 8
• Questions relatives au genre dans la pratique professionnelle 6
• Collecte d'informations sur la situation des femmes et des hommes ruraux 4

8. VISITE DE TERRAIN

Une visite a été effectuée à Tioribougou, village situé à 101 km de Bamako, pour expérimenter la démarche participative. Les participants ont, avec la contribution des hommes et des femmes de Tioribougou, testé divers outils d'analyse dont l'utilisation a été analysée sous les aspects suivants:

- gestion du temps
- interaction avec les populations
- pertinence de l'outil
- utilité de l'expérience

L'atelier s'est déroulé du 31 mai au 04 juin à Bamako

9. RESULTATS OBTENUS

Le programme de travail a été conforme aux attentes des participants et la méthodologie participative d'apprentissage des adultes qui a été utilisée a permis d'instaurer une véritable dynamique de groupe et un esprit d'équipe qui ont été appréciés de tous les participants.

Ceux-ci ont particulièrement apprécié l'acquisition des connaissances leur permettant d'apporter des améliorations notables à la prise en compte de la dimension du genre dans leurs projets et programmes respectifs (voir évaluation finale).

Par ailleurs, la diversité du groupe, composé de participants de plusieurs pays, a contribué à enrichir les échanges d'idées et d'expériences.

A l'issue des travaux, les participants ont élaboré et présenté des plans d'action visant à renforcer la prise en compte du genre dans leurs projets et programmes

- Plan d'action sur le genre dans le cadre du FODESA (Mali)
- Plan d'action du PDZL II (Mali)
- Plan d'action du PACDM II (Mauritanie)
- Plan d'action pour le PDSFR (Niger)
- Plan d'action pour l'autosuffisance alimentaire (Tchad)

10. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE SUIVI

- Quelque 27 personnes ont participé à l'atelier de formation sur une période de 65 jours. A partir des questionnaires complétés, le profil des participants a été pris en compte et analysé, ce qui a permis à l'équipe d'animation de réajuster les objectifs et le contenu. Ce dernier a également été revu à la lumière du déroulement de l'atelier. On peut donc affirmer que la formation a été extrêmement participative et basée sur une pédagogie dite active.
- L'ouverture de l'atelier a été effectuée par Mme Cristiana Sparacino, chargée de programme, Division Afrique, au nom de M. Mohamed Béavogui, directeur de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre, du FIDA. Le discours d'ouverture a brièvement rappelé les raisons ayant conduit à la décision d'organiser l'atelier, ainsi que l'importance de la problématique hommes-femmes pour le FIDA et ses attentes. Cette présence institutionnelle forte était fondamentale, notamment pour indiquer la réelle volonté du FIDA de s'impliquer dans l'application de l'approche genre.
- Il est important de noter l'effort particulier fourni par les directeurs des projets, invités à la formation, qui ont participé aux travaux de façon active et avec grand intérêt. C'est un point très important au niveau du suivi et de l'évaluation du contenu genre des projets du FIDA de la région.
- Le "temps" a été un facteur particulièrement difficile à gérer, notamment en raison du surnombre des participants. Mais il est difficile de planifier avec exactitude le temps nécessaire pour un tel atelier: souvent, certains participants jugent qu'il est trop long tandis que d'autres l'estiment insuffisant.
- Il serait pertinent de mettre à profit la dynamique suscitée par la formation pour stimuler l'exécution des plans d'action visant la prise en compte de l'aspect genre, conçus au sein de l'atelier, avec:
 - si possible une nouvelle rencontre des mêmes projets/personnes dans un délai de 6 mois afin de revoir ensemble les thèmes sur lesquels les projets auront travaillé;
 - un ou des ateliers thématiques nationaux, impliquant aussi les partenaires/opérateurs des projets, par exemple sur le genre dans le contexte de la microfinance, des petites entreprises, etc.
 - un appui technique pour la révision des méthodologies, outils, supports, etc., notamment pour la collecte des données, leur analyse et leur exploitation.
- La "mise en réseau" des participants devrait être stimulée et activée. Cette mise en réseau pourrait s'inscrire dans le cadre de la dynamisation du réseau FIDAFRIQUE.

- Il est recommandé d'impliquer dans toute action future les opérateurs et autres partenaires des projets, qui étaient absents pendant la formation, mais qui jouent un rôle fondamental dans l'intégration de la dimension du genre.
- N'oublions pas non plus les recommandations des participants, fournies dans l'évaluation finale, figurant dans l'annexe II.

REMERCIEMENTS

Nous remercions le personnel du FIDA au Mali, en particulier M. Mamadou Nadio, coordinateur national des projets et programmes du FIDA et M. Fatagoma Diarra, qui ont rendu notre travail beaucoup plus facile.

Merci à Eleonora Karavia et Florence Papitto pour leur soutien avant, pendant et après l'atelier.

Enfin, nous adressons nos remerciements les plus sincères aux participants, pour leur participation à cent pour cent. Sans eux le succès n'aurait pas été si grand.

Pour obtenir plus de détails sur le contenu de la formation, vous trouverez, ci-joint, le volume II du rapport sur le déroulement de l'atelier.

ANNEXES

1. Rapport de l'atelier
2. Plans d'action des projets
3. Présentations: Niger et Mauritanie
4. Évaluations finales
5. Liste des participants

ANNEXE 1

Analyse de la situation genre dans le programme de fonds de développement en zone sahélienne (FODESA) et le programme de diversification des revenus en zone non-cotonnière Mali-Sud (PDR/MS)

1. INTRODUCTION

Du 31 mai au 11 juin 2004, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a organisé à Bamako un atelier de formation sur l'analyse socio-économique selon le genre (ASEG) à l'intention des cadres de ses projets et programmes en Mauritanie, au Niger, au Tchad et au Mali.

Dans le cadre de la préparation dudit atelier, une consultante a été chargée de conduire, du 10 au 25 mai, une analyse de la prise en compte de l'aspect genre dans les programmes FODESA et PDR/MS au Mali.

2. OBJECTIF DE L'ANALYSE

L'objectif de l'analyse consiste à identifier les problèmes entravant la prise en compte de l'aspect genre dans les programmes FODESA et PDR / MS et à formuler des recommandations.

3. METHODOLOGIE

L'analyse s'est basée:

- au niveau des deux programmes, sur des entretiens avec les cadres (coordinateurs, responsables du suivi / évaluation, d'IEC et de la formation) à Bamako et à San (région de Ségou)
- au niveau du terrain, sur les discussions avec les bénéficiaires dans les villages de Tioribougou et Djidiéni (région de Koulikoro) et dans le village de Djénana (région de Ségou)
- sur la consultation de documents

Le canevas utilisé pour l'analyse devait permettre d'apprécier si l'aspect genre:

- avait été pris en compte
- n'avait pas été pris en compte
- avait été moyennement pris en compte

4. ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LE PROGRAMME FODESA

4.1 Rappel des objectifs et modalités d'exécution du programme FODESA

Le programme vise à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie des populations en aidant les communautés villageoises, par l'entremise de leurs associations et/ou groupements, à évaluer elles-mêmes leurs besoins et à identifier et concevoir des microprojets.

Les composantes sont les suivantes:

- Appui au développement villageois (financement des microprojets et infrastructures, formation, suivi)
- Service financier décentralisé comprenant l'établissement de caisses d'épargne et de crédit (CEC), l'appui au fonctionnement des structures partenaires chargées de leur promotion, et la mise en place d'un fonds pour leur refinancement et d'un fonds de garantie pour les CEC.
- Gestion du programme consistant en l'établissement de structures de gestion, de droit privé, légères et flexibles (associations et agences d'exécution aux niveaux national et régional).

La stratégie d'intervention est fondée sur les considérations suivantes:

- Le programme appuie les initiatives prioritaires choisies par les bénéficiaires
- Les bénéficiaires contribuent aux coûts de l'investissement

- La contribution du programme FODESA vient compléter les ressources mobilisées par les bénéficiaires
- Le programme veille à ce que le projet soit acceptable socialement et réponde aux intérêts de tous les groupes sociaux y compris les plus faibles
- Le programme veille plus particulièrement à ce que les femmes participent aux prises de décision
- Les demandes d'investissement productif individuelles sont couvertes par des institutions financières décentralisées (caisses d'épargne et de crédit)
- L'appui aux groupements villageois favorisera la création de fédérations (organisations faîtières). Ces fédérations seront impliquées dans la gestion du programme FODESA.

Les modalités d'exécution sont les suivantes:

Niveau national

L'Association nationale pour le développement en zone sahélienne (ANDES) est chargée de:

- la coordination
- la programmation d'ensemble
- la gestion financière
- l'évaluation

Elle est composée de:

- représentants d'organisations paysannes assurant la présidence de l'association
- représentants de l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture du Mali (APCAM)
- la Coordination nationale des ONG
- l'association nationale des ingénieurs conseils

L'exécution sur le terrain est confiée à l'Agence nationale de coordination et de gestion (ANCG) .

Niveau régional

Deux associations régionales sont chargées de:

- l'approbation du programme annuel et des microprojets
- l'établissement des contrats
- la formation
- le financement
- le suivi rapproché

Elles sont composées de:

- représentants d'organisations paysannes assurant la présidence des associations régionales
- représentants de la Chambre régionale d'agriculture
- la Coordination régionale des ONG
- représentants des maires des communes

L'exécution du programme est confiée à l'Agence régionale d'exécution et de gestion (AREG).

4.2 Résultats

L'évaluation finale de la première phase du programme FODESA (janvier 2003) a enregistré les résultats suivants: réalisation de 84 microprojets, dont 7 (8%) par des femmes; formation de 698 néo-alphabètes, dont 166 femmes (24%); formation en gestion de 252 personnes, dont 59 femmes (23%); 273 personnes, dont 60 femmes (22%), ont suivi des formations techniques.

Ces résultats démontrent le faible taux de participation des femmes aux activités du programme.

ENCADRE 1:***Le Centre d'alphabétisation de l'association « Benkadi » de Tioribougou***

L'association regroupe toutes les femmes du village. Elles ont été informées sur le programme au cours d'une réunion intervillageoise.

Leur choix s'est alors porté sur la construction d'un centre d'alphabétisation parce qu'elles souhaitent renforcer leur capacité de gérer leurs propres affaires. Les femmes ont bénéficié de l'appui des hommes du village pour la réalisation du microprojet. Ils ont fourni la main d'œuvre. Le terrain de construction a été octroyé par la mairie.

Le centre accueille actuellement 45 femmes (contre 20 au départ). Deux animatrices membres de l'association ont été formées par le FODESA.

Les femmes de Tioribougou sont désormais en mesure de tenir la comptabilité de leurs activités commerciales et de gérer la caisse d'épargne et de crédit et la banque de céréales.

Toutefois, elles sollicitent un appui:

- 1) pour se procurer du matériel didactique en vue d'approfondir leurs connaissances dans divers domaines (santé, hygiène, nutrition, transformation des produits agricoles...)
- 2) pour l'achat de tables-bancs, cahiers, bics, craies
- 3) pour la construction du mur d'enceinte et des toilettes du centre.

Le centre est utilisé par les hommes pour les sessions d'alphabétisation et sert également de salle de réunion pour tout le village.

(Source: visite de terrain)

ENCADRE 2:***La plate-forme à fonctions multiples
de l'association des femmes « Sabu-nyuma » de Djidiéni.***

L'association a été informée de l'existence du programme à travers une ONG partenaire de FODESA

Le choix s'est porté sur la plate-forme pour alléger les tâches domestiques des femmes (décorticage et mouture des céréales).

Elle fournit aussi de l'électricité à la population. La réception provisoire de la plate-forme a eu lieu au mois de mai 2004, malheureusement, elle a cessé de fonctionner quelques jours après.

L'association demande la formation technique qui lui permettrait d'assurer le bon fonctionnement de la plate-forme.

(Source: Visite de terrain)

4.3 Analyse de la prise en compte du genre dans le programme FODESA

	Oui	Non	Moyen	Problèmes/Recommandations
1. Le descriptif du programme comporte une analyse sexospécifique de la pauvreté				
2. Se fondant sur ce qui précède, le programme formule une stratégie relative à l'égalité hommes-femmes qui vise à:				
<ul style="list-style-type: none"> • Elargir l'accès des femmes aux ressources essentielles- capital, terre, connaissances et technologies – et renforcer leur maîtrise de ces ressources; 			X	<p>Problèmes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pesanteurs socioculturelles - Charge de travail des femmes - Accès limité à l'information (message non adapté à leur situation) - Absence d'appui- conseil - Sous représentation des femmes dans les institutions locales - Insuffisance dans l'identification des besoins prioritaires des femmes - Faible participation des femmes aux activités de formation (alphabétisation, formation technique, formation en gestion) - Manque de matériel didactique et de mobilier dans les centres d'alphabétisation - Insuffisance du suivi après réception des microprojets. - Faible implication des femmes dans la réalisation des microprojets - Rôle marginal des représentantes des Unions de femmes dans les associations chargées de l'exécution du programme (ANDES, associations régionales) <p>Recommandations:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier de façon participative les besoins prioritaires des femmes - Renforcer les mesures d'accompagnement pour lever les contraintes entravant la participation des femmes aux activités du programme - Sensibiliser les populations pour un changement du comportement à l'égard des femmes - Informer et sensibiliser les femmes sur les chances à saisir et la nécessité de participer aux activités du programme (en utilisant des supports de communication appropriés)
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer leur capacité d'action et, partant, leur rôle dans les prises de décision concernant la communauté et leur représentation dans les institutions locales; 			X	<p>Problèmes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pesanteurs socioculturelles - Charge de travail des femmes - Faible niveau de formation et d'information - Faible représentation des femmes dans les organes de décision - Rôle marginal des représentantes des Unions de femmes dans les associations chargées de l'exécution du programme <p>Recommandations:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les hommes et les femmes pour un changement du comportement (à l'égard des femmes) - Informer les femmes des possibilités offertes par le programme (en utilisant des supports de communication appropriés) - Renforcer les capacités économiques des femmes en favorisant leur implication dans les microprojets - Renforcer les mesures d'accompagnement visant à lever les contraintes entravant la participation des femmes aux activités du programme - Regrouper les populations en fonction des activités et non de l'appartenance à l'un ou l'autre sexe. - Favoriser l'émergence des femmes en tant que chefs de file dans les différents domaines d'intervention
<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer leur bien être et alléger leur charge de travail en leur facilitant l'accès aux services ruraux de base et • aux infrastructures essentielles 			X	<p>Problèmes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible participation des femmes à la réalisation des microprojets <p>- Prise en compte insuffisantes de leurs besoins prioritaires</p>

	Oui	Non	Moyen	Problèmes/Recommandations
				<ul style="list-style-type: none"> - Faible capacité des femmes à gérer les investissements - Faible représentation des femmes dans les organes de décision Recommandations: <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités d'intervention des femmes (formation technique, information, appui-conseils) - Tenir compte des besoins spécifiques des femmes dans la réalisation des microprojets - Sensibiliser les hommes et les femmes pour un changement du comportement favorisant une participation accrue des femmes aux organes de décision
3. Le programme repère les mesures opérationnelles à prendre pour assurer tant une participation équitable des deux sexes aux activités planifiées qu'un partage équitable des avantages à en tirer, et plus précisément				
<ul style="list-style-type: none"> • Fixe des objectifs précis pour la proportion de femmes devant participer aux différentes activités et composantes du programme; 		X		Recommandations: <ul style="list-style-type: none"> - Fixer des objectifs spécifiques, quantifiés et ventilés par sexe pour les différents domaines d'intervention
<ul style="list-style-type: none"> • Garantit la participation des femmes aux organes de décision concernant le programme; 		X		Recommandations: <ul style="list-style-type: none"> - Evaluer les besoins en matière de renforcement des capacités - Prendre les mesures de renforcement des capacités favorisant la participation des femmes aux organes de décision
<ul style="list-style-type: none"> • Tient clairement compte, dans les tableaux des coûts, des actions indiquées dans la stratégie relative à l'égalité hommes-femmes; 		X		Recommandations: <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir des lignes budgétaires aux fins de l'amélioration des compétences en matière de genre au sein du programme - Prévoir des lignes budgétaires pour le financement des mesures d'accompagnement visant à lever les contraintes des femmes.
<ul style="list-style-type: none"> • Fait en sorte que le mandat de l'unité de coordination du projet ou de l'unité de gestion du programme (UGP) définisse les responsabilités en matière d'intégration du souci d'égalité hommes-femmes, notamment au niveau du directeur de projet, du spécialiste de S&E, du spécialiste en vulgarisation et du spécialiste en microfinance; 			X	Problèmes: <ul style="list-style-type: none"> - Connaissance insuffisante des outils d'analyse genre par les responsables du programme Recommandations: <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités d'analyse selon le genre, des cadres du programme
<ul style="list-style-type: none"> • Tient expressément compte de la capacité actuelle et potentielle du personnel de terrain d'atteindre les femmes, et définit les activités en conséquence; 		X		Recommandations: <ul style="list-style-type: none"> - Recruter des agents femmes ayant une expérience en matière de genre - Renforcer au niveau du terrain l'utilisation des outils d'analyse selon le genre - Systématiser la prise en compte du genre dans toutes les interventions.
<ul style="list-style-type: none"> • Fait en sorte que l'expérience de travail avec les femmes et les groupes marginalisés et le désir de travailler avec ces groupes figurent parmi les critères de sélection des ONG. 		X		Recommandations: <ul style="list-style-type: none"> - Introduire dans les critères de sélection des ONG, le critère « Expérience en matière de genre »
4. Le cadre logique du programme et le système de suivi suggéré prévoient des indicateurs de performance et d'impact ventilés par sexe.		X		Recommandations: <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir des indicateurs de performance et d'impact ventilés par sexe.
5. Le programme favorise la concertation sur les problèmes relatifs à l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes		X		Recommandations: <ul style="list-style-type: none"> - Etablir un cadre officiel de concertation avec les différents partenaires - Recruter des ONG ayant une expérience en matière de genre

5. ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LE PDR/MS

5.1 Rappel des objectifs et modalités d'exécution du programme PDR/MS

L'objectif fondamental est d'assurer aux populations des 43 communes de la zone d'intervention:

- dans un premier temps, une aide technique et matérielle dans un cadre institutionnel programmé
- puis, au fur à mesure du déroulement du programme, un transfert des compétences.

Pour atteindre ces objectifs, le programme prévoit de:

- promouvoir, par des actions de conseil rural et des moyens d'accompagnement appropriés, l'émergence de 300 sociétés villageoises de développement (SDV), autour d'activités d'intérêt commun et à caractère économique, social ou écologique.
- promouvoir la production agricole et animale et la protection de l'environnement par la diffusion de procédés techniques appropriés;
- promouvoir l'établissement d'un système financier rural avec la mise en place de 57 caisses mutuelles d'épargne et de crédit (CMEC);
- contribuer au désenclavement de la zone grâce à la réalisation de 258,5km de pistes praticables en toute saison, et couvrir les besoins en eau potable de la population avec l'aménagement de 20 forages et la réhabilitation de 200 forages déjà existants dont les équipements sont actuellement en panne;
- Améliorer les conditions sociosanitaires avec la construction de 400 cases de santé et la formation d'hygiénistes secouristes et de sages-femmes traditionnelles.

Les composantes du programme sont:

Composante 1: **Appui à l'organisation du monde rural**

- **Activités de conseil rural**
- **Mesures d'accompagnement**

Composante 2: **Vulgarisation et recherche d'accompagnement**

- **Vulgarisation: conseil aux exploitations**
- **Protection de l'environnement**
- **Recherche d'accompagnement**

Composante 3: **Appui au système financier rural**

- **Création de caisses mutuelles d'épargne et de crédit**
- **Mise en place et gestion d'une ligne de crédit**

Composante 4: **Infrastructures Rurales**

- **Pistes rurales**
- **Hydraulique villageoise**
- **Fonds d'incitation rurale**

Composante 5: **Gestion et coordination du Programme**

- **Gestion et coordination du programme**
- **Suivi et évaluation**
- **Assistance technique**

La stratégie d'intervention adoptée par le programme repose sur:

le faire-faire: le programme fera appel, à travers des conventions de collaboration et/ou des contrats, à travers ou avec des entreprises para-étatiques pour exécuter les actions et activités prévues;

la démarche participative pour un partenariat global et motivé bâti autour d'un système de dialogue ouvert et d'apprentissage;

- la coordination et le contrôle des activités de tous les partenaires par l'UGP;
- le renforcement de la capacité d'autogestion des bénéficiaires

Les modalités d'exécution sont les suivantes:

- Le ministère du développement rural (MDR) assure la tutelle et la mise en œuvre du programme par l'entremise de la direction nationale d'appui au monde rural (DNAMR);
- Un comité de pilotage, constitué des directions des autres départements concernés par le programme et présidé par le cabinet du MDR assure la coordination globale du programme. Il donne son avis sur les programmes techniques et budgets annuels (PTBA);
- La gestion administrative, la coordination et le suivi du programme sont assurés par l'unité de gestion du programme (UGP). Elle comprend:
 - une division chargée de la programmation et du suivi des activités d'organisation et de vulgarisation, de formation, de recherche appliquée et de supervision des réalisations en matière d'infrastructures;
 - une division chargée de l'administration et des finances.

5.2 Résultats

Les résultats enregistrés démontrent le faible taux de participation des femmes aux activités du programme. Il s'agit entre autres:

- de la faible représentation des femmes dans les organes de décision liés au programme: sur les 2 580 membres des Conseils d'administration des SVD, 284 seulement sont des femmes (Rapport du bilan à mi-parcours 2001);
- du faible taux de participation des femmes à l'alphabétisation: le programme a formé: 776 animateurs dont 190 femmes; 10 275 auditeurs dont 3 000 femmes; 3 036 néo-alphabètes dont 702 femmes (Rapport du bilan à mi-parcours 2001);
- de l'accès limité des femmes au crédit: la composante d'appui au système financier rural a enregistré la création de 39 caisses avec 14 660 membres dont 5 484 femmes, soit 37%. Le montant des crédits accordés aux femmes est de 13 391 500 FCFA, soit 7% seulement du total (Bilan du PDR/MS au 30 juin 2003).
- du faible encadrement des groupements féminins: absence d'animateurs dans 20 villages du programme; insuffisance notoire dans 126 autres; absence d'animatrices dans 198 villages (Bilan du PDR/MS au 30 juin 2003).

Dans le domaine de l'hydraulique villageoise, seuls 35 anciens forages ont pu être remis en état dans un programme initial qui prévoyait la réalisation de 20 forages et la réparation de 200 pompes. Les femmes restent par conséquent confrontées aux problèmes d'approvisionnement en eau.

ENCADRE 3:

Le programme PDR/MS dans le village de Djénana

Avec l'appui des hommes, les femmes du village de Djénana ont bénéficié de 3 réalisations:

- 1) **Un périmètre maraîcher de 3 ha équipé de six puits essentiellement exploités par l'association des femmes du village. Les produits (gombo, tomate, melon, oignon, papaye, manioc) sont vendus sur le marché de San.**
- 2) **La construction d'un magasin de stockage de semences d'oignons et la fourniture desdites semences.**
- 3) **La construction d'un centre d'alphabétisation pour les femmes.**

Les femmes tirent beaucoup d'avantage de ces réalisations:

- **augmentation de la production, amélioration de la productivité**
- **amélioration des revenus pour le bien être de toute la famille**
- **capacité de gérer elles-mêmes leurs activités**

Cependant, elles sont confrontées au niveau du périmètre maraîcher à un problème d'eau (puits trop profonds et insuffisants en nombre) et de parasites. C'est pourquoi, les femmes sollicitent une amélioration de la technique d'exhaure, des connaissances techniques plus poussées sur les cultures maraîchères et la fourniture de produits phytosanitaires.

Le centre d'alphabétisation n'est actuellement pas fonctionnel suite aux dégâts provoqués par le vent sur la toiture.

Il est à noter que les femmes de Djénana préfèrent gérer leurs affaires de manière autonome, ce qui les a conduites à refuser une offre de crédit exigeant l'implication des hommes.

(Source: Visite de terrain)

5.3 Analyse de la prise en compte du genre dans le programme PDR/MS

	Oui	Non	Moyen	Problèmes/Recommandations
1. Le descriptif du programme comporte une analyse sexospécifique de la pauvreté				
2. Se fondant sur ce qui précède, le programme formule une stratégie relative à l'égalité hommes-femmes qui vise à:				
<ul style="list-style-type: none"> • Elargir l'accès des femmes aux ressources essentielles: capital, terre, connaissances et technologies – et renforcer leur maîtrise de ces ressources; 			X	<p>Problèmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pesanteurs socioculturelles - Accès limité aux formations techniques et à la vulgarisation/ recherche d'accompagnement - Accès limité à la terre - Accès limité au crédit - Organisation des populations en fonction de leur appartenance à l'un ou l'autre sexe - Charge de travail des femmes <p>Recommandations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser les populations autour des activités et non en fonction de l'appartenance à l'un ou l'autre sexe - Renforcer les mesures d'accompagnement leur donnant un meilleur accès aux ressources et aux bénéfices du programme (à identifier de façon participative) - Mettre en place une stratégie de communication favorisant un changement du comportement des hommes et des femmes (à l'égard des femmes)
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer leur capacité d'action et, partant, leur rôle dans les prises de décision concernant la communauté et leur représentation dans les institutions locales; 			X	<p>Problèmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pesanteurs socioculturelles - Charge de travail des femmes - Faible capacité d'intervention des femmes (accès limité à la formation technique et à la vulgarisation) - Sous-représentation des femmes dans les institutions locales - Faible encadrement des groupements <p>Recommandations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la formation technique des femmes - Renforcer le volet équipement en vue d'alléger les tâches domestiques des femmes - Mettre en place une stratégie de communication favorisant un changement du comportement des hommes et des femmes - Tenir compte des besoins spécifiques des femmes dans la réalisation des infrastructures rurales - Recruter des agents femmes ayant une expérience en matière de genre
<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer leur bien être et alléger leur charge de travail en leur facilitant l'accès aux services ruraux de base et • aux infrastructures essentielles 			X	<p>Problèmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau de réalisation des infrastructures rurales - Sous-représentation des femmes dans les conseils d'administration et les comités de gestion des infrastructures <p>Recommandations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le volet équipement en vue d'alléger les tâches - Tenir compte des besoins spécifiques des femmes dans la réalisation des infrastructures rurales - Sensibiliser les hommes et les femmes en vue de favoriser la participation des femmes aux organes de décision - Renforcer la participation des femmes aux activités productives en vue d'améliorer leurs revenus
3. Le programme repère les mesures opérationnelles à prendre pour assurer tant une participation équitable des deux sexes aux activités planifiées que le partage équitable des avantages à en tirer, et plus précisément:				
<ul style="list-style-type: none"> • Fixe des objectifs précis pour la proportion de femmes devant participer aux différentes activités et composantes du programme; 		X		<p>Recommandations:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fixer des objectifs spécifiques, quantifiés et ventilés par sexe pour les différents domaines d'intervention

	Oui	Non	Moyen	Problèmes/Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> Garantit la participation des femmes aux organes de décision concernant le programme; 			X	Problèmes: - Application non systématique des mesures favorisant la participation des femmes aux organes de décision - Certaines mesures prises ne sont pas appliquées (nombre de femmes dans le comité de gestion des CEC) Recommandations: - Evaluer les besoins en matière de renforcement des capacités - Prendre des mesures de renforcement des capacités favorisant la participation aux organes de décision
<ul style="list-style-type: none"> Tient clairement compte, dans les tableaux des coûts, des actions indiquées dans la stratégie relative à l'égalité hommes-femmes; 		X		Recommandations - Prévoir des lignes budgétaires aux fins du renforcement des compétences en matière de genre au sein du programme - Prévoir des lignes budgétaires pour le financement des mesures d'accompagnement visant à lever les contraintes des femmes
<ul style="list-style-type: none"> Fait en sorte que le mandat de l'unité de coordination du projet ou de l'unité de gestion du programme(UGP) définisse les responsabilités en matière d'intégration du souci d'égalité hommes-femmes, notamment au niveau du directeur de projet, du spécialiste de S&E, du spécialiste en vulgarisation et du spécialiste en microfinance; 			X	Problèmes: - Non utilisation des outils d'analyse genre par les responsables du programme Recommandations: - Renforcer les capacités d'analyse selon le genre des cadres du programme
<ul style="list-style-type: none"> Tient expressément compte de la capacité actuelle et potentielle du personnel de terrain d'atteindre les femmes, et définit les activités en conséquence; 			X	Recommandations: - Recruter des agents femmes ayant une expérience en matière de genre - Renforcer au niveau du terrain l'utilisation des outils d'analyse selon le genre - Rendre systématique la prise en compte de l'aspect genre dans toutes les interventions.
<ul style="list-style-type: none"> Fait en sorte que l'expérience de travail avec les femmes et les groupes marginalisés et le désir de travailler avec ces groupes figurent parmi les critères de sélection des ONG. 	X			Constat: Le CEDREF a été recruté en raison de ses compétences en la matière
4. Le cadre logique du programme et le système de suivi suggéré prévoient des indicateurs de performance et d'impact ventilés par sexe .		X		Recommandations: -Prévoir des indicateurs de performance et d'impact ventilés par sexe.
5 Le programme favorise la concertation sur les problèmes relatifs à l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes		X		Recommandations: - Etablir un cadre officiel de concertation avec les différents partenaires - Recruter des ONG ayant une expérience en matière de genre

6. CONCLUSION

Les études socio-économiques de base ont identifié les contraintes et les difficultés auxquelles les hommes et les femmes sont confrontés dans les zones d'intervention des deux programmes.

Au stade de la conception, l'analyse de ces contraintes et difficultés devait fournir les éléments permettant d'élaborer, de façon participative, une stratégie de prise en compte du genre. Cette étape n'ayant pas été suffisamment suivie, les deux programmes n'ont pas d'objectifs ni de stratégies visant une prise en compte effective de cet aspect.

En effet, la stratégie adoptée par les deux programmes, consistant à considérer les femmes comme un groupe distinct, bien que nécessaire à un certain stade, n'est pas suffisante pour une prise en compte effective de l'aspect genre.

Pour ce faire, les programmes doivent adopter une approche qui consiste à utiliser les outils d'analyse selon le genre tout au long du cycle du projet (conception, mise en œuvre, évaluation).

Cette démarche, nécessairement participative, implique l'amélioration des compétences en matière de genre des équipes de programme, comme les participants à l'atelier de formation sur l'ASEG ont pu le constater.

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

FODESA

M. Fatogoma DIARRA, coordinateur ANCG
M. Ahmadou DIAKITE, responsable du suivi et évaluation
Mme SIDIBE Kadiatou DIALLO, responsable IEC

VILLAGE DE TIORIBOUGOU

M. Fousseny DIARRA, maire
M. Mamadou DIARRA
M. Baye COULIBALY
M. Korosse DIARRA
M. Minkoro DIARRA
M. Daouda TRAORE
M. Wandjé TRAORE
Mme Kadia DIARRA
Mme Fanta CAMARA
Mme Rokia TOURE
Mme Béné DIARRA

VILLAGE DE DJIDIENI

M. Bamba TRAORE, maire
M. Wassa TRAORE
Mme Oumou DIARRA
M. Fadjé COULIBALY
M. Fanta Cherif

PDR/MS SAN

M. Adama Yaya DIARRA, responsable du suivi et évaluation
M. Siby TOURE, responsable de la formation
Mme Sissoko Naba KOUYATE

VILLAGE DE DJENANA

Mme Kadidia ERI
Mme Ina TRAORE
Mme Mema DRAME
Mme Bintou DRAME
Mme Bintou DIASSANA

GUIDE D'ENTRETIEN

(Responsables au sein des programmes)

1. Analyse de la situation:

- dans quelle mesure l'analyse de la situation prend-elle le genre en compte?
- ventilation des données par sexe
- information sur la situation des femmes et des hommes dans les zones d'intervention, y compris l'analyse des disparités liées au genre et les obstacles à la réduction de ces disparités

2. Stratégie

- stratégie de prise en compte de l'aspect genre dans les programmes, en précisant les activités prévues à cet effet
- évaluation de cette stratégie (en quoi est-elle pertinente, en quoi est-elle insuffisante ?)

3. Cadre logique

- objectifs spécifiques visant la réduction des disparités entre hommes et femmes
- indicateurs permettant de mesurer les effets des programmes sur les hommes et les femmes.

4. Ressources humaines

- Compétences en matière de genre au stade de la conception des programmes
- niveau des connaissances des différents partenaires d'exécution sur la problématique genre.
- satisfaction par rapport à l'appui dont le programme dispose pour la prise en compte de l'aspect genre

5. Implication des communautés

- participation des différents groupes sociaux constituant la communauté à tous les stades des programmes
- outils utilisés
- principales difficultés rencontrées

6. Budget:

- lignes budgétaires pour le renforcement des compétences en matière de genre au sein des programmes.

7. Suivi et évaluation

- Suivi et évaluation des effets et impacts des activités des programmes sur les hommes et les femmes
- outils utilisés.

GUIDE D'ENTRETIEN

(Bénéficiaires)

1. Information sur l'existence des programmes
2. Niveau de participation aux activités des programmes
Satisfaction par rapport à la participation
3. Avantages tirés de la mise en œuvre des programmes
4. Difficultés rencontrées

LISTE DES DOCUMENTS EXAMINES

FIDA, La participation des bénéficiaires dans le cadre de la première phase du FODESA, Rapport final, Development Researchers, Italie, Janvier 2003

République du Mali, Programme de fonds de développement en zone sahélienne – FODESA, Rapport de formulation (résumé), Division du Centre d'investissement, Programme de coopération, FAO, FIDA, Bamako, 2003

Banque ouest-africaine de développement (BOAD), Programme de diversification des revenus en zone non-cotonnière Mali-Sud – PDR/MS au Mali, Rapport de bilan à mi-parcours, Bamako, juin 2001.

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, DNAMR, PDR/MS, Bilan du PDR/MS au 30 juin 2003, Bamako juillet 2003

République du Mali, PDR/MS, Rapport d'évaluation, FIDA, octobre 1996

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, DNAMR, PDR/MS, PDR/MS, Programme technique et budget annuel 2004, Bamako, décembre 2003

ANNEXE 2

PARTAGE D'EXPERIENCES

Etude de cas sur le diagnostic genre et les dispositifs existants pour la prise en compte des aspects genre dans le cadre de la préparation du PPILDA¹

Note de présentation à l'atelier ASEG, Bamako, Mali

I. CONTEXTE

Situé dans le centre sud de la région de Maradi, le département d'Aguié couvre une superficie de 2 800 km² et compte une population estimée en 2003 à près de 275 000 hbts, ce qui correspond à une densité démographique de 100 hbts/km² environ. Cette population extrêmement jeune (48% a moins de 15 ans) est composée de 80% de Haoussas, essentiellement agriculteurs, 18% de Peuls et 2% de Touaregs pratiquant l'agropastoralisme.

Excepté les forêts classées qui couvrent 143 km², toutes les terres du département sont soumises à une exploitation agricole continue avec la disparition quasi totale de la jachère. Cette situation explique les éléments de la crise physique et socio-économique que connaît le département, à savoir:

- La crise foncière qui se traduit par le morcellement des terres et une exploitation agricole minière qui accélère le processus de baisse de fertilité;
- La dégradation du couvert végétal arboré, élément essentiel de la protection des terres;
- Le maintien de la population dans un état de pauvreté et d'insécurité alimentaire qui risque de s'accroître si les tendances se maintiennent.

C'est pour faire face à ces contraintes que l'Etat du Niger et le FIDA s'étaient engagés à élaborer et à réaliser un projet intitulé projet de développement rural dans l'arrondissement d'Aguié (PDRAA), projet qui a été exécuté de 1992 à 2002 dans 110 villages afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations de cette zone.

Ce projet a été mis en œuvre selon une approche descendante en vertu de laquelle toutes les propositions d'appui et d'organisation sont venues de l'extérieur des villages et ont été le plus souvent éloignées des vraies demandes et des réalités socio-économiques et organisationnelles des populations locales.

L'évaluation du PDRAA a mis en lumière ses résultats mitigés et insuffisants, s'expliquant principalement par son montage et une approche peu participative ne favorisant pas la responsabilisation des bénéficiaires.

Avant la clôture du PDRAA, l'État du Niger, le FIDA et l'équipe du projet, déjà conscients de la médiocre performance du projet, ont convenu de tester une nouvelle approche participative de recherche-action. Cette approche a conduit à l'exécution, de 1998 à 1999 dans trois villages, d'un programme test d'agroforesterie, dénommé programme de valorisation des initiatives paysannes en agroforesterie (VIPAF). Ce dernier a enregistré des résultats satisfaisants, notamment:

- la prise en charge réelle par les populations d'activités qu'elles ont elles-mêmes identifiées, programmées et exécutées;
- la résolution de certains problèmes majeurs relatifs en particulier à la régénération naturelle (coupes frauduleuses) grâce à un dispositif organisationnel (comités villageois de surveillance de la régénération naturelle);
- l'établissement d'un partenariat synergique de recherche-action participative entre les trois familles d'acteurs (projet, paysans et chercheurs).

¹ Le présent document a été préparé et présenté par l'équipe technique de la CT/PIIP composée de: M. GUERO Chaïbou, coordonnateur, TRAORE Mamadou Harouna, responsable S&E, et SAKY Souleymane Roumanatou, chargée des aspects genre

² Le conseiller en développement rural est un concept qui a fait l'objet d'une étude approfondie au niveau de la CT/PIIP. Il correspond à un agent ayant les principales qualités suivantes: forte capacité d'écoute, d'animation, de mobilisation et d'adaptation aux réalités de terrain, prédisposition au travail en équipe et polyvalence

Sur la base de ces acquis, la mission d'évaluation du projet a recommandé l'élargissement de cette approche au domaine de la production agricole et animale ainsi qu'au secteur socio-organisationnel. Cette recommandation s'est concrétisée par la mise en œuvre du programme d'appui aux initiatives et innovations paysannes (PAIIP) dans six villages tests, avec comme objectif d'élaborer une méthodologie d'appui aux initiatives et innovations paysannes pour un projet d'investissement.

L'exécution de ce nouveau programme a permis notamment le renforcement des capacités des paysans en matière de maîtrise du cycle autodiagnostic, planification, mise en œuvre et suivi-évaluation des activités.

La création de ce cadre a abouti à une réelle responsabilisation des paysans et à la promotion d'organisations et d'instances rurales dynamiques sous-tendues par un partenariat franc et synergique entre tous les acteurs.

Au vu de ces résultats, les missions de formulation et de préévaluation du nouveau projet dans la zone, dénommé projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié (PPILDA), ont retenu et confirmé l'approche du PAIIP comme fondement opérationnel du nouveau projet.

De plus, ces missions ont formulé des recommandations afin d'intégrer les aspects du genre et de la vulnérabilité au processus de consolidation de l'approche du PAIIP. Ces recommandations ont incité le FIDA à accorder au Niger un don d'assistance technique pour soutenir le projet d'intégration de l'approche genre (PIAG) dans le PPILDA. Une cellule technique de promotion de l'initiative et de l'innovation paysannes (CT/PIIP) a été mandatée pour assurer la transition entre l'ex-PDRAA et le PPILDA. Elle a été aussi chargée de mettre en œuvre le PIAG et de faire en sorte que les acquis de ce dernier soient transmis à l'équipe du futur projet.

Dans le cadre de l'exécution du PIAG, la cellule, en partenariat avec les chercheurs des universités de Niamey et de Louvain (Belgique), a mené des études prospectives, déjà entamées lors de la formulation et de la préévaluation du PPILDA, pour approfondir les questions relatives à la vulnérabilité et au genre.

En outre, les autodiagnostic assistés utilisés par le PAIIP comme outil d'analyse de la situation socio-économique et de planification au niveau des villages, ont été améliorés avec le PIAG pour intégrer l'aspect genre et, par conséquent, favoriser une meilleure prise en compte des préoccupations de toutes les catégories sociales.

Sur le plan opérationnel, la cellule, en collaboration avec les partenaires impliqués, a mis en place à tous les niveaux un dispositif adéquat aux fins de favoriser la prise en compte de l'aspect genre dans la démarche du PAIIP.

La présente note, après avoir fait état des résultats du processus d'investigation mené depuis le stade de la formulation jusqu'à celui de la préévaluation, en particulier sur les questions de la vulnérabilité et du genre, présentera les conclusions les plus intéressantes des études et des autodiagnostic. Enfin, elle récapitulera les dispositifs mis en place en insistant plus particulièrement sur les acquis, les contraintes et les difficultés rencontrées.

II. ETUDES DIAGNOSTIQUES

2.1. Evolution de la question genre depuis le stade de la formulation jusqu'à celui de la préévaluation du PPILDA

2.1.1. Formulation du PPILDA

La mission de formulation du PPILDA (intitulé à l'époque projet de développement communautaire et de promotion de l'initiative paysanne, PDC-PIP) de novembre 2001, a examiné les conclusions de l'évaluation du projet de développement rural dans l'arrondissement d'Aguié (PDRAA) principalement du point de vue de son impact sur les différentes catégories sociales. Cette investigation, réalisée à partir des documents du projet, de l'évaluation de ses résultats et des entretiens avec les paysans dans des villages échantillons, a débouché sur les principaux constats suivants:

- Le PDRAA a été conçu et mis en œuvre en partant du principe que le village fonctionnait comme une communauté homogène dotée d'une certaine cohérence et que l'on pouvait tabler sur la délégation pour la prise en compte des besoins de toutes les composantes sociales. Or,

étant donné les caractéristiques d'hétérogénéité des communautés villageoises, et l'individualisation et la dispersion des centres de décision dans la zone d'Aguié, ces notions de communauté, de délégation, voire même de représentation, (ne tenant pas compte des groupes d'acteurs) ne sont pas pertinentes. Cette démarche a souvent favorisé l'exclusion réelle des femmes, des jeunes et des autres groupes vulnérables, des actions soutenues par le projet;

- Le PAIIP, mis en œuvre vers la fin du PDRAA (2001), a tranché clairement avec l'approche descendante et peu participative du projet précédent et a favorisé entre autres la participation de la composante féminine au processus d'identification et de programmation des actions en veillant à leur répartition équitable entre hommes et femmes. Cependant, le fait de ne pas prendre en compte au sein même de ces deux groupes (hommes et femmes) les spécificités des catégories sociales et ethniques (jeunes, pauvres, Peuls etc.) a été relevé comme une insuffisance majeure ne permettant pas l'épanouissement de ces catégories.

A l'issue de ces investigations, la mission a fait les recommandations suivantes:

- Prendre en compte dans le nouveau projet l'existence, au sein d'une même communauté, des disparités relativement significatives entre unités de production, qui renvoient à des différences d'objectifs, de trajectoires et de stratégies;
- Poursuivre les efforts déployés, dans le cadre du PAIIP, par l'équipe technique mandatée par le gouvernement du Niger et le FIDA pour trouver une méthodologie appropriée qui assure la prise en compte de l'aspect genre.

Ces recommandations ont abouti:

- A la mise en place d'un programme de consolidation de l'approche du PAIIP avec la réalisation d'activités pilotes basées sur le cycle autodiagnostic, programmation, mise en œuvre, suivi et évaluation, selon une démarche participative, et reprogrammation partagée, ainsi qu'à la poursuite de la réflexion sur la base conceptuelle du futur projet. Ce travail de conception a porté principalement sur:
 - l'étude du concept de la vulnérabilité et de l'intervillage (échelle d'intervention du futur projet),
 - la définition des grands champs thématiques pour le futur projet et celle de la fonction du conseiller en développement rural² (futur agent du PPILDA),
 - l'élaboration d'une méthodologie de renforcement des capacités au moyen d'échanges avec d'autres structures de recherche et de développement.
- Au démarrage des investigations sur la vulnérabilité en lien avec le genre. Ces investigations ont été menées grâce à deux outils essentiels qui ont permis d'appréhender la perception sociale de la vulnérabilité au niveau des différentes catégories sociales. Ce sont:
 - o Les récits de la trajectoire de vie de l'exploitation, une méthode de collecte des données qui permet de situer la catégorie sociale d'une exploitation, de connaître l'évolution des ses ressources, les chocs ou les événements physiques, sociaux et comportementaux ayant marqué son existence, les stratégies qu'elle développe, les rapports qui régissent ses différents membres ainsi que les rôles qu'ils jouent.
 - o L'étude prospective sur la vulnérabilité réalisée en collaboration avec l'université Abdou Moumouni de Niamey.

Ces travaux ont permis de connaître la perception qu'ont les paysans de la vulnérabilité et des facteurs la favorisant, et aussi de dégager et de caractériser avec eux les différents niveaux de vulnérabilité et les stratégies adoptées.

2.1.2. PREEVALUATION DU PPILDA

Suite aux premiers constats émanants de la formulation du PPILDA et à la mise en œuvre du mandat assigné à l'équipe du PAIIP (de janvier à juin 2002), la problématique genre a fait l'objet d'un traitement spécifique lors de la préévaluation pour être érigée en axe stratégique majeur de la conception globale du projet.

L'aspect genre a été traité de manière spécifique selon la démarche suivante:

- Consultation de la documentation existante aux niveaux national, régional et local sur les questions de pauvreté et de genre (document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, étude de CARE International sur la sécurité et les conditions de vie des ménages dans la région de Maradi, documents PAIP, etc.);
- Travaux sur le terrain avec les populations et visites aux projets et ONGs de la région de Maradi, pour mieux apprécier la situation des hommes, des femmes et des jeunes par rapport aux appuis extérieurs, et découvrir leur expérience en matière de prise en compte de l'aspect genre;
- Echanges avec les partenaires du développement (UNICEF, FNUAP, PNUD) sur les stratégies qu'ils mettent en œuvre pour prendre en compte la question genre dans les différents projets qu'ils financent.

Les constats de la préévaluation sont résumés ci-dessous. Ils mettent en évidence un certain nombre de facteurs qui pèsent encore lourdement sur la vie socio-économique des femmes et des jeunes à Aguié. On peut citer entre autres pour les femmes:

- L'insécurité foncière résultant de leur exclusion quasi totale de l'héritage foncier. En effet, l'accès des femmes à la terre se limite presque exclusivement à la portion familiale (gamana) souvent insuffisante, pauvre et éloignée, que leur octroie le mari. Ce qui explique la médiocrité des rendements et de la productivité de ces lopins de terre et le faible accès des femmes aux autres moyens de production.
- La faiblesse des revenus (revenus provenant essentiellement du petit élevage et d'activités de transformation et de commercialisation souvent peu rentables et menées à petite échelle). Elle est encore accentuée par l'amenuisement de la contribution des hommes, lié principalement à un déficit vivrier chronique.

Ces faibles revenus rentrent donc généralement dans une logique de sécurisation sociale plus que d'accumulation économique et sont de plus en plus souvent utilisés pour l'amélioration du bien-être familial en particulier celui des enfants.

- Le poids des événements sociaux (cérémonies de mariage, de baptême, décès, etc.), de plus en plus fréquents du fait de l'accélération de la croissance démographique (taux de natalité de plus de 3% par an). Il vient encore peser sur les revenus déjà faibles de la composante féminine qui assume la plus grande partie du coût des cérémonies;
- Le statut traditionnel des femmes dans la société. Il les marginalise en termes de droits juridiques, d'accès aux moyens de production et aux ressources et limite leur pouvoir décisionnel. De plus, elles supportent un surcroît de travail (travaux productifs et reproductifs) et ont insuffisamment accès à l'éducation, à la formation et à l'information.

Chez les jeunes, on a relevé:

- La faiblesse foncière liée à la nucléarisation de la famille et à la croissance démographique;
- L'absence ou l'insuffisance du capital d'animaux d'élevage et des facteurs de production;
- Le poids des événements sociaux beaucoup plus fréquents dans leur exploitation (baptêmes, mariages);
- Le désœuvrement, lié au manque d'activités non-agricoles, entraînant la délinquance.

Pour ce qui est du lien entre le genre et la vulnérabilité, la mission a fait les constats suivants:

- Les femmes et les jeunes chefs de famille se retrouvent dans les catégories sociales les plus vulnérables du fait des facteurs cités ci-dessus. Cette vulnérabilité est accentuée chez la femme en raison de la précarité de sa santé, consécutive à ses multiples tâches familiales, et de la décapitalisation prioritaire de ses biens en cas de difficultés alimentaires ou autres chocs naturels ou sociaux.
- Les phénomènes de la répudiation et du divorce sont accentués par les difficultés économiques et la dégradation des rapports sociaux.
- Le nombre sans cesse croissant des femmes chefs de famille prenant en charge les besoins vitaux des familles suite au décès ou à l'invalidité des maris, à un exode de longue durée des hommes ou au divorce à un âge avancé.

Malgré tous ces facteurs qui limitent l'épanouissement des femmes et des jeunes ruraux de la zone d'Aguié, ces derniers font preuve de dynamisme dans les activités de production agricole (agriculture, élevage), ainsi que dans l'adoption et la promotion de diverses activités génératrices de revenus.

Signalons, entre autres, certains changements sociaux encore timides mais qui favorisent la composante féminine à travers son accès progressif à la terre, soit par le biais de l'héritage du fait d'un début d'application des règles islamiques, soit par le biais de l'achat.

Avec le PAIP, la mission a constaté au niveau des femmes des villages concernés:

- l'émergence d'activités de production telles que l'utilisation de la fumure de caprins au poquet, la culture de plantes légumières sauvages, l'exploitation de champs collectifs dans le cadre de groupements;
- la promotion des activités artisanales et de transformation au sein des groupements (tricotage, huile, savon, pommade, spaghetti traditionnel);
- l'émergence d'idées d'organisation et le renforcement de réseaux d'entraide mutuelle avec les caisses "assoussou " et les tontines.

La mission de préévaluation a formulé des recommandations sur les dynamiques à appuyer avec le PPILDA en se basant sur les initiatives et innovations promues dans le cadre du PAIP. Un certain nombre d'axes à privilégier ont été préconisés, à savoir:

- Le renforcement des capacités: cet axe sera abordé à travers les actions de:
 - o maîtrise du cycle d'autodiagnostic, planification, mise en œuvre, suivi et évaluation, participatif et partagé des activités;
 - o promotion d'une alphabétisation réellement fonctionnelle en liaison avec les activités que les femmes et les hommes ont sollicitées et qu'ils mènent;
 - o formation dans divers domaines techniques et organisationnels;
 - o formation des paysans en matière de genre;
 - o échanges d'expériences à travers des visites et des rencontres intergroupements et interstructures d'appui au développement.
- Les activités allégeant les tâches domestiques, en favorisant l'accès aux techniques adéquates (moulin, décortiqueuses, grilleuses, unités de culture attelée, etc.).
- Les activités productives, notamment, la promotion de nouvelles activités génératrices de revenus et de petites technologies à même de faciliter l'accroissement des revenus et du pouvoir d'achat des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, et l'appui à la valorisation des initiatives et innovations prometteuses.
- Les activités visant l'amélioration de la santé des groupes vulnérables au moyen d'actions d'information, d'éducation et de communication (IEC) sur la prévention des maladies endémiques, l'hygiène, la nutrition, les soins de santé primaire et la santé de la reproduction, et aussi l'appui à la gestion communautaire de la santé et la promotion des innovations qui améliorent la qualité de la vie.
- L'appui au renforcement du pouvoir décisionnel et des droits stratégiques à travers l'IEC, l'établissement des conditions de participation des femmes et des jeunes aux instances et organisations rurales villageoises ou intervillageoises, la promotion des organisations féminines d'intérêt économique et social.

2.2. Mise en œuvre du PIAG

Le PIAG qui a commencé en janvier 2003 pour une durée de trente mois s'articule autour des objectifs suivants:

- Améliorer la capacité des femmes et de leurs groupements d'innover et de lancer et développer des activités pour augmenter leur pouvoir économique et décisionnel et améliorer leurs conditions de vie;
- Poursuivre la consolidation de l'approche du PAIP;
- Contribuer au processus de préparation du PPILDA;

- Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des ressources humaines du PPILDA.
Pour mettre en œuvre ce projet, la CT/PIIP s'est basée sur deux méthodes de diagnostic:

- Etudes prospectives sur la vulnérabilité et le genre;
- Autodiagnostic assisté.

2.2.1. Etudes prospectives sur la vulnérabilité et le genre

L'objectif global de ces études est d'approfondir la connaissance et l'analyse de la vulnérabilité des futurs bénéficiaires du PPILDA en liaison avec le genre.

Trois études ont été menées dans ce cadre. Il s'agit de:

- Facteurs et perceptions sociales de la vulnérabilité (dans les six villages du PAIIP);
- Vulnérabilité selon une approche genre (dans trois villages);
- Impact des cérémonies sur le processus de vulnérabilisation des ménages (dans trois villages).

Toutes ces études ont été réalisées par des étudiants mémorants encadrés par une équipe de chercheurs et bénéficiant d'un appui méthodologique marqué de l'équipe du projet pour ce qui est de l'approche du PAIIP. Elles ont toutes utilisé comme outils de récolte de données: les récits de trajectoire à l'échelle de l'exploitation, l'entretien en groupes, les assemblées générales (AG), les restitutions et validations des résultats en AG villageoise.

a) Constats à l'issue des études

Facteurs et perceptions sociales de la vulnérabilité

Les principaux constats dégagés dans cette étude se résument comme suit:

- La vulnérabilité est ressentie comme une absence ou une insuffisance des moyens permettant de répondre de façon appropriée à des situations déstabilisantes et à des événements perturbateurs ou de se prémunir contre eux.
- La vulnérabilité est considérée sous trois angles correspondant à trois grandes échelles: zone agro-écologique, village et exploitation. Cette dernière échelle se trouve être le meilleur cadre d'expression de la vulnérabilité. A ce niveau, quatre catégories d'exploitations ont été identifiées selon leur degré de vulnérabilité:
 - Extrêmement vulnérables (démunies): catégorie sociale ne disposant pas de capital foncier et animalier, vivant de l'aide et des travaux considérés comme dégradants (ex. Damama: 19%);
 - Très vulnérables: qui ont peu de capital foncier et animalier, peu de force de travail et exercent peu d'activités non-agricoles (ex. Damama: 42 %);
 - Moyennement vulnérables: qui possèdent des terres, disposent parfois d'un petit capital animalier, ont une force de travail insuffisante, mettent en œuvre beaucoup de stratégies hors exploitation agricole (ex. Damama: 27 %).
 - Peu vulnérables: ont suffisamment de capital foncier et animalier, possèdent une force de travail suffisante et du matériel agricole (ex. Damama: 12 %).
- Les principaux facteurs de vulnérabilité sont la sécheresse, les déficits de production, les événements sociaux (baptême, mariage, décès, problèmes de santé etc.).
- Les réponses considérées actuellement comme des stratégies permettant de se prémunir contre les différents facteurs de vulnérabilité sont de deux ordres: collectives et individuelles. Elles sont fonction des différentes catégories sociales et des échelles de vulnérabilité. Ainsi, il ressort de ces études que les paysans s'efforcent de trouver des solutions ou innovations à caractères économique, technique ou organisationnel. Dans ces conditions:
 - les exploitations peu vulnérables élaborent des stratégies d'accumulation de capital et de diversification des activités pour minimiser les risques;
 - les exploitations moyennement vulnérables, quant à elles, multiplient le plus souvent des initiatives généralement peu viables;
 - les exploitations très vulnérables mettent en œuvre des stratégies pour faire face à l'urgence notamment en vendant leur force de travail aux autres exploitations;

- les exploitations extrêmement vulnérables ont très peu d'initiative et se contentent de la situation d'assistance.
- De manière spécifique, les femmes tentent de surmonter leur vulnérabilité en s'efforçant d'être moins dépendantes des hommes au plan économique, notamment en recourant aux activités génératrices de revenus ou en s'organisant en groupements d'épargne et d'entraide, lesquels favorisent aussi leur expression et leur épanouissement.

Vulnérabilité selon une approche genre

Les principaux constats dégagés à l'issue de la conduite de cette étude sont:

- D'une manière générale, les femmes sont plus vulnérables que les hommes parce qu'elles sont confrontées à davantage de pesanteurs socio-économiques: difficulté d'accès au capital de production, dépendance à l'égard du chef d'exploitation, surcharge de travaux ménagers, responsabilités croissantes par rapport aux charges familiales, poids des cérémonies etc.;
- La confirmation par cette étude que les femmes des deux communautés haoussa et peule, ont un accès et un contrôle des ressources (terres et fumure organique) très limités, ce qui ne favorise ni leur participation à la prise de décision, ni leur épanouissement ni, par conséquent, la réduction de leur vulnérabilité.
- Cette étude a identifié les stratégies mises en œuvre par certaines composantes sociales à différents niveaux:
 - A l'échelle de l'exploitation, en plus des stratégies communes, chaque membre actif réagit individuellement à travers des activités extra agricoles essentiellement (petit élevage et petit commerce pour les femmes, exode pour les jeunes, etc.).
 - A l'échelle de la communauté villageoise, des stratégies collectives sont mises en œuvre suite à des concertations inter-acteurs (émergence d'organisations à caractère professionnel), villageoises (actions de sécurisation de la régénération naturelle) et intervillageoises (limitation de certains coûts liés aux dépenses des cérémonies).

Impact des cérémonies sur le processus de vulnérabilisation des ménages

Le rapport de cette étude n'est pas encore disponible. Néanmoins, quelques aspects ont été déjà esquissés à la préévaluation. Elle devrait permettre d'avoir une vision plus claire de l'impact négatif ou positif des dépenses liées aux cérémonies sur le processus de vulnérabilisation selon les catégories sociales. Toutefois, les premiers résultats ont confirmé le poids des cérémonies sur les revenus des femmes.

b) Principales recommandations pour réduire la vulnérabilité

A ce stade d'investigation sur la question de la vulnérabilité, on peut suggérer les principales recommandations suivantes:

☞ A l'échelle individuelle

- La prise en compte dans les interventions du projet des individus ou groupes d'individus en fonction de leur degré de vulnérabilité;
- L'appui au renforcement des capacités des jeunes au moyen de leur formation aux petits métiers (maçonnerie, mécanique, couture etc.) et de l'alphabétisation;
- La promotion des initiatives et innovations porteuses des différentes catégories sociales en favorisant la diversification des activités;
- L'appui au processus de renforcement du pouvoir économique des femmes et des jeunes en favorisant leur accès aux facteurs de production (banques d'intrants, équipements agricoles et zootechniques), aux actions d'amélioration de la santé animale et humaine et aux infrastructures socio-économiques indispensables au monde rural (ouvrages hydrauliques, infrastructures socio-éducatives de base).

☞ A l'échelle collective

- L'appui au renforcement des capacités de concertation, de négociation et d'organisation collectives des populations rurales;

- La promotion des initiatives concernant les décisions collectives dont l'objectif est d'établir une réglementation en matière, notamment, de réduction des coûts des cérémonies ou de contrôle de certaines pratiques sociales néfastes.

2.2. Autodiagnostic assisté

L'autodiagnostic assisté est un diagnostic rapide sur l'environnement physique, socio-économique et organisationnel des villages, réalisé par les paysans avec l'aide de partenaires externes (projet, services techniques, recherche) en vue d'élaborer une planification participative qui aboutit à la conception d'un plan d'action villageois détaillé.

Il est défini comme un cadre de concertation et de dialogue entre partenaires externes et villageois pour aider ces derniers à s'engager dans la réflexion, le questionnement et l'analyse de leurs situations au sens large (passé, présent et futur). L'objectif visé est d'aider les populations à mieux cerner les réalités de leur milieu et à se déterminer par rapport aux actions à entreprendre pour améliorer leurs conditions de vie.

L'autodiagnostic villageois assisté dans le cadre du PAIIP est fait en assemblée villageoise. Il est mené sur la base d'un guide de conduite des débats qui facilite et canalise la réflexion selon les domaines clés de la vie au village (agriculture, élevage, environnement, socio-organisationnel). Les intervenants extérieurs jouent seulement les rôles d'animateurs et de facilitateurs.

Il faut noter que cet autodiagnostic n'est jamais terminé. C'est un moment fort d'apprentissage qui doit être entretenu et même renouvelé (on fait, on découvre, on réfléchit, on ajuste). Dans le cadre de la mise en œuvre du PIAG, pour prendre en compte le genre et la vulnérabilité dans les autodiagnostic, la CT/PIIP en collaboration avec les partenaires paysans a apporté les améliorations suivantes:

- La participation de toutes les composantes sociales (Haoussas, Peuls, hommes, femmes et jeunes) en prenant en compte les différents niveaux de vulnérabilité;
- La participation des villages voisins (représentés par des hommes, des femmes et des jeunes) dans la perspective de la constitution de grappes villageoises (échelle d'intervention du PPILDA).

Les acquis découlant de cet autodiagnostic au niveau des six villages sont les suivants:

- Un renforcement des capacités des paysans en matière d'identification et de planification des activités.
- L'expression progressive des points de vue, des préoccupations et des propositions de solutions des différentes composantes et catégories sociales.
- L'appropriation par les populations d'un outil simplifié de planification des activités appelé Schéma d'Action Villageois (SAV) qui prend en compte les activités de toutes les composantes et catégories sociales. Les principaux éléments de cet outil sont: l'intitulé de l'activité, les objectifs assignés, les indicateurs de S&E, les partenaires impliqués, la contribution de chacun et le calendrier d'exécution.
- La prise en compte du genre dans l'élaboration des indicateurs de suivi-évaluation des activités;
- La mobilisation et la responsabilisation des paysans pour prendre en charge les activités qu'ils ont eux-mêmes identifiées;
- Le renforcement des capacités de l'équipe du projet et des autres partenaires externes dans la maîtrise de l'outil diagnostic et l'appropriation de l'esprit de l'approche utilisée (approche PAIIP).

III. DISPOSITIFS POUR LA PRISE EN COMPTE DE L'ASPECT GENRE

La prise en compte de l'aspect genre dans les interventions du PAIIP implique un changement d'attitude et de manière de faire de tous les acteurs, à savoir:

- considérer l'acteur paysan, toutes catégories sociales confondues, comme partenaire à part entière, qu'il convient d'appuyer et qui est porteur de savoir et de savoir-faire;
- responsabiliser le village à travers les dispositifs et les organisations qu'il a mis en place pour la promotion des activités destinées à l'amélioration des conditions de vie de ses membres plus particulièrement les femmes, les jeunes et les plus démunis.

Ce changement d'attitude s'avère donc nécessaire pour atteindre les objectifs d'une réelle promotion des communautés rurales. C'est ainsi qu'au niveau de la CT/PIIP, la prise en compte de l'aspect genre a été renforcée par l'avènement du PIAG et l'adoption du cycle de programmation (autodiagnostic et planification, mise en œuvre, suivi-évaluation participatifs des activités). Pour bien percevoir le rôle joué à différents niveaux par les acteurs concernés, il y a lieu de procéder à une description et une analyse des différents dispositifs organisationnels mis en place. On distingue essentiellement trois niveaux d'organisation distincts (à savoir, l'équipe du projet, le village et les partenaires externes) qui évoluent en partenariat synergique pour mettre en œuvre les activités afin d'atteindre les objectifs fixés, tout en tenant compte de l'aspect genre.

3.1. Au niveau de l'équipe de la CT/PIIP

a) Organisation

L'équipe technique est constituée de six membres, dont une personne focale pour les questions liées au genre, ayant des tâches et des responsabilités bien définies. Son organisation découle de celle de l'équipe du PAIIP qui responsabilise les membres en fonction des domaines d'intervention de la cellule. Pour la conduite du PIAG, les domaines suivants ont été répartis entre ses membres: actions de développement, actions de recherche, activités genre, animation-formation, suivi-évaluation et coordination.

b) Fonctionnement

L'exigence du changement d'attitude évoqué plus haut a amené l'équipe de la CT/PIIP à adopter un nouveau style de « gestion participative » qui s'est construit sur la base d'une « véritable » culture d'équipe et est fondé sur la:

Planification et capitalisation concertées:

Les membres de l'équipe participent, de concert avec les partenaires paysans, à l'élaboration participative des outils de planification (programmes de travail, Schémas d'action villageois). A l'issue de la mise en œuvre des activités, une auto-évaluation partagée avec tous les partenaires permet d'aboutir à une capitalisation concertée des activités et du processus.

Transparence:

Dans le fonctionnement global de la cellule, l'équipe privilégie l'échange et le partage des informations entre membres, la soumission de toute proposition à la validation de l'équipe et la prise de décision concertée, avant d'engager toute action.

Répartition des responsabilités:

La responsabilisation de chaque membre de l'équipe par volet bien précis n'est pas une division formelle du travail. Chaque responsable de volet est le promoteur d'une activité ou d'une proposition de son volet qui est soumise à l'appréciation de l'équipe. Le coordonnateur est chargé de garantir le respect et l'application des propositions et des décisions concertées.

Développement du partenariat:

Avec les paysans, l'équipe privilégie les concertations, l'accompagnement, la mise en relation avec les autres partenaires externes et les échanges d'informations avec le village, les comités de suivi-évaluation, et les organisations.

Avec les autres partenaires externes, l'équipe privilégie les négociations et la mise en œuvre d'une prestation de service conventionnée entre les trois acteurs (paysans, projet et partenaires externes) définissant clairement les tâches et les responsabilités de chacun.

c) Acquis

Dans le fonctionnement du dispositif mis en place au niveau de l'équipe du projet, on peut noter les éléments suivants comme acquis:

- L'habitude de travailler dans un dispositif décisionnel et consensuel permet une appropriation collective des propositions et contributions des uns, des unes et des autres;
- L'élaboration d'un certain nombre d'outils qui facilitent la participation et la réflexion au niveau de tous les membres de l'équipe à savoir:
 - o des notes de travail rédigées et soumises à l'appréciation de l'équipe lors des réunions, puis révisées en intégrant les contributions recueillies, et diffusées;
 - o une capitalisation d'étape trimestrielle qui permet de faire le point sur les activités de chaque volet et le fonctionnement de la cellule, et d'en tirer des enseignements utiles;
- Le travail en équipe renforce les capacités des membres à mieux s'organiser, à mieux intervenir sur le terrain et à capitaliser les résultats des activités;
- Les éclairages obtenus des différentes études, complétés par la formation sur les questions liées au genre, ont permis à l'équipe d'acquérir un réflexe d'intégration de cet aspect dans toutes les actions entreprises et de veiller à son impact positif en particulier sur les plus vulnérables;
- La création d'un partenariat franc et durable avec tous les partenaires impliqués.

3.2. Au niveau des villages

Dans le cadre du PAIP, après l'élaboration des SAV, un dispositif appelé comité villageois de suivi-évaluation a été mis en place par chaque village pour assurer le pilotage des activités par les paysans eux-mêmes. Les membres de ce comité sont désignés par l'assemblée villageoise en fonction de leur compétence, de leur engagement et surtout de leur dévouement au service du village. Il s'agit d'une instance villageoise composée d'hommes et de femmes de toutes les catégories sociales, qui assume la responsabilité de l'exécution des SAV en collaboration avec les paysans mandatés (hommes et femmes) et/ou les organisations paysannes.

a) Description

Comité villageois de suivi-évaluation

Le comité villageois de suivi-évaluation est structuré en sous-comités, correspondant aux domaines d'activité (agriculture, élevage, environnement et socio-organisationnel), et est doté d'un binôme d'animateurs: un homme et une femme. Les sous-comités sont composés d'hommes, de femmes et de jeunes ainsi que de représentants de la communauté peule du terroir villageois.

Organisations paysannes partenaires

Au niveau des villages, les organisations paysannes sont diversifiées et constituent des partenaires pour la mise en œuvre des activités. On peut citer entre autres les groupements féminins d'intérêt économique, les associations des jeunes, les associations des sages, les groupements mixtes, les comités de gestion de la régénération naturelle et des espaces sylvopastoraux etc.

Les membres de ces organisations sont issus de toutes les catégories sociales.

b) Fonctionnement

Des comités de suivi-évaluation

Le mandat assigné à ces comités est le suivant:

- Organiser la conduite des activités;
- Suivre et évaluer les activités (identifier les contraintes/difficultés et les insuffisances, et formuler si nécessaire des propositions d'amélioration);

- Fournir de manière régulière au projet, aux partenaires paysans, aux cadres des services techniques et aux chercheurs, des informations sur la conduite des activités;
- Restituer les résultats de suivi aux villages;
- Veiller au respect des décisions prises en assemblée générale;
- Capitaliser les différentes informations dans les cahiers d'activités.

Ces comités facilitent l'appropriation du dispositif participatif de suivi-évaluation par les paysans et la conduite d'un programme de développement par les villageois eux-mêmes à travers la mise en œuvre des SAV.

Le fonctionnement des comités villageois de suivi-évaluation peut être appréhendé sur la base des principales étapes du cycle identification, mise en œuvre, suivi-évaluation des activités.

A l'étape de l'autodiagnostic, planification des activités et élaboration des indicateurs paysans de suivi-évaluation

Les membres des comités participent activement à toutes les séances de l'identification et au montage des différentes activités avec les partenaires identifiés, en assemblée générale. Après l'élaboration des SAV, les comités, avec l'appui de l'équipe technique, élaborent les indicateurs de suivi-évaluation des activités. Les responsabilités liées à l'organisation et à la mise en œuvre des activités, sont réparties au niveau de chaque sous-comité en fonction de son domaine de compétence.

Les animateurs villageois sont chargés de consigner toutes les propositions sur un tableau et dans leurs cahiers d'activités pendant les séances de cette étape.

A l'étape de mise en œuvre

Avant la mise en œuvre des activités, les membres des comités se réunissent pour arrêter les dispositions de l'organisation et du suivi des activités (élaboration d'un calendrier de travail: visites des activités en cours, réunions d'échange d'informations entre les membres d'un même sous-comité, entre sous-comités et en assemblée générale).

Les comités, conformément à leur mandat, suivent le déroulement des activités à travers les visites de terrain qui se font soit par groupes mixtes soit par groupes séparés. Les informations collectées font l'objet d'échanges entre les membres des sous-comités dès leur retour des visites, avec l'ensemble des membres du comité à la réunion de quinzaine et avec l'assemblée générale villageoise en réunion mensuelle. Cette assemblée générale constitue une occasion pour les différentes composantes et catégories sociales de se prononcer sur le déroulement des activités et les décisions importantes à prendre.

A l'étape d'auto-évaluation participative et de reprogrammation

Des ateliers villageois sont d'abord organisés par chaque village, sous la responsabilité de leur comité, en présence de toutes les composantes sociales, des représentants des villages voisins, du projet et des partenaires externes pour, notamment, faire le bilan des activités menées et décider de leur devenir (reconduction, réorientation, diffusion etc). Ensuite, des ateliers intervillageois sont organisés pour permettre aux différents villages d'échanger sur le processus en cours dans les villages PAIIP et sur les résultats de leurs activités.

Les comités villageois de suivi-évaluation capitalisent les principales contraintes et leçons tirées de l'expérience de l'exercice écoulé en vue d'améliorer les activités futures.

Organisations paysannes

Chaque organisation est dotée d'un comité de gestion et d'un règlement intérieur. Conformément à leurs objectifs, ces organisations ont en charge la mise en œuvre d'un certain nombre d'activités qu'elles ont programmées dans les SAV. Elles bénéficient de l'appui de la CT/PIIP, des partenaires externes et des comités villageois de suivi-évaluation.

c) Acquis

D'une manière générale, à travers le dispositif mis en place pour la prise en compte de l'aspect genre, on peut relever un certain nombre d'acquis, à savoir:

- L'existence au sein de chaque village d'un système participatif de suivi-évaluation des activités, animé par un noyau d'hommes et de femmes;
- Le fonctionnement des dispositifs mis en place a enclenché une dynamique organisationnelle qui associe la plupart des composantes et catégories sociales, garantissant ainsi une plus grande pérennité des actions. A titre d'exemple, on peut noter l'émergence de 42 groupements féminins autour de diverses activités génératrices de revenus et de 11 associations d'intérêt économique pour les hommes;
- La prise de conscience de l'ensemble des acteurs villageois de la question d'équité entre les composantes sociales dans la répartition des actions appuyées par le projet.

3.3. Au niveau des partenaires externes

Après l'étape de planification des activités, les partenaires externes susceptibles de contribuer à leur mise en œuvre sont identifiés. Des négociations sont engagées entre les trois acteurs (projet, paysans et partenaires impliqués) pour aboutir à l'élaboration d'une convention tripartite dans laquelle sont clairement définies les tâches et les responsabilités de chaque acteur. En outre, les partenaires externes s'engagent à mener leurs interventions conformément à l'approche et à l'esprit du PAIP (faire pour et avec les paysans, partenariat synergique et d'égal à égal etc.) et à prendre en compte les questions liées au genre.

Ils établissent avec l'équipe du projet le programme de leur intervention sur le terrain et les modalités d'échange et de communication des informations pendant la mise en œuvre.

Avec les paysans, ils s'appuient sur les comités de suivi-évaluation pour conduire, suivre et évaluer ensemble les activités.

De l'instauration de ce nouveau type de partenariat, on peut retenir les acquis suivants:

- L'appropriation de l'esprit de l'approche PAIP par les partenaires impliqués, dont les effets immédiats sont la considération de l'acteur paysan comme partenaire à part entière, et la prise en compte et la valorisation des savoirs et savoir-faire paysans (à travers leurs initiatives et innovations);
- La prise en compte progressive de la composante femme dans les activités autrefois réservées exclusivement aux hommes (activités de recherche, de protection de l'environnement).

IV. CONTRAINTES ET DIFFICULTES RENCONTREES

Dans le fonctionnement des différents niveaux des dispositifs existants pour la prise en compte des questions liées au genre, on peut relever les contraintes et difficultés ci-après:

4.1. Au niveau de l'équipe du projet

Deux contraintes majeures sont notées, toutes dues au retard pris par le démarrage du PPILDA (qui était prévu en juin 2003):

- La réduction de l'effectif de l'équipe de la CT/PIIP et l'amenuisement de ses moyens ont contraint l'équipe à limiter ses interventions sur le terrain;
- Le transfert à l'équipe du PPILDA des expériences capitalisées par la cellule et des acquis organisationnels accumulés à différents niveaux (condition majeure pour un bon lancement du PPILDA) constitue de plus en plus une préoccupation.

4.2. Au niveau des villages

- La difficulté à mobiliser de manière régulière et effective la communauté peule du fait de son mode de vie (habitat très dispersé) et de son allégeance à plusieurs chefs de tribus souvent éloignés de leur habitat;
- La difficulté à mobiliser en particulier les jeunes femmes haoussas et peules et les personnes extrêmement vulnérables (à Guidan Tangno et Elgueza) dans tous les processus d'appui aux villages du fait du mode de vie mentionné ci-dessus (pour les peules) et des pesanteurs sociales;
- La persistance de certaines pratiques de détournement des moyens externes par quelques paysans associés à la démarche du projet, bien qu'elles soient en recul grâce à l'appropriation

de l'esprit de l'approche du PAIIP. Ce comportement limite l'adhésion des paysans qui veulent s'impliquer dans la dynamique du projet;

- Les difficultés encore rencontrées dans les villages pour appliquer des sanctions aux personnes ayant commis des malversations ou n'assumant pas les responsabilités liées aux engagements qu'elles ont pris, par peur de créer des conflits au sein du village, qui freinent la réalisation des objectifs fixés.

4.3. Au niveau des partenaires externes

- Du fait du non-démarrage du PPILDA, on assiste de plus en plus au départ de partenaires clés qui ont participé à l'élaboration de la méthodologie du PAIIP, ce qui amène régulièrement l'équipe du projet à remanier le partenariat déjà établi pour tenir compte de l'arrivée de nouveaux acteurs dans les structures concernées;
- L'insuffisance des moyens de la CT/PIIP limite l'implication formelle des partenaires habituels dans la mise en œuvre des activités, et donc leur participation à la démarche et la fonctionnalité des comités et des organisations avec lesquels ils ont entamé leurs activités.

V. LEÇONS TIREES

L'intégration de l'approche genre dans la démarche du PAIIP nous a révélé que la prise en compte des préoccupations de toutes les composantes et catégories sociales est possible sous certaines conditions, à savoir:

- créer un cadre de mobilisation effective et active de toutes les composantes et catégories sociales à toutes les étapes du cycle autodiagnostic, planification, mise en œuvre et suivi-évaluation des activités;
- favoriser la représentation de toutes les composantes sociales au sein des instances et organisations paysannes villageoises et/ou intervillageoises;
- organiser des réunions de sensibilisation avec les groupes sociaux restés en marge de la dynamique du projet pour les y intégrer;
- mettre en œuvre un dispositif de communication qui facilite, d'une part, la prise de parole des groupes qui se sentent dominés et, d'autre part, leur intégration dans les débats et dans les dynamiques qui en résultent.

VI. PERSPECTIVES

L'expérience de la CT/PIIP quant à l'application de sa démarche se limite essentiellement à l'échelle du village même si le PIAG l'a étendue à quelques villages voisins de ceux du PAIIP. L'approche utilisée permet d'impliquer et d'intégrer de manière croissante les différentes composantes sociales dans les appuis apportés et dans les instances et organisations rurales.

Aussi, eu égard aux nombreux acquis enregistrés au niveau de tous les partenaires, notamment dans le domaine organisationnel et la prise en compte de l'aspect genre dans les interventions, il s'avère nécessaire de créer les conditions favorisant la transformation de l'intervention au niveau du village en une intervention destinée à une grappe de villages, échelle d'intervention du PPILDA, en se basant sur les expériences capitalisées qui seront adaptées à cette échelle.

L'intervention de la CT/PIIP, en favorisant l'implication de toutes les composantes et catégories sociales, a insufflé une dynamique organisationnelle et une réelle demande de renforcement des capacités, en particulier chez les femmes, pour la maîtrise de nouvelles activités génératrices de revenus. Cette dynamique qui se répand par effet de tâche d'huile dans les villages voisins et qui est une chance de renforcement de leur pouvoir économique, voire décisionnel, doit être soutenue et accompagnée. Ce soutien devrait permettre d'obtenir des effets plus perceptibles au niveau de certaines organisations qui ont émergé de cette dynamique.

PARTAGE DES EXPERIENCES

Projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout Sud et le Karakoro

ANNEXE 3

PLANS D'ACTION DES PROJETS PARTICIPANT A L'ATELIER

PLAN D'ACTION SUR LE GENRE DANS LE CADRE DU FODESA

Activités	Responsable FODESA	Intervenant Externe	Bénéficiaires	Ressources		Périodes d'exécution Trimestre				Contraintes	Solutions alternatives	Rapports liés aux activités
				Matérielles	Financières	1 ^{er} T	2 ^e T	3 ^e T	4 ^e T			
Formation												
o Personnel du Projet	IEC Formateur	- Consultant	-FODESA: 15 -PDR: 5	Matériel didactique	4 787 000 CFA			2004		Néant	-	Consultant/ AREG
o Partenaires relais	IEC Formateur	- Consultant	ONG, services techniques, communes, soit 40 participants	Matériel didactique	5 594 000 CFA				2004	Néant	-	Consultant Personne ressource/ AREG
o Paysans: Diagnostic participatif	Formateur/ Partenaires relais	-	Villages, OPB, organisations faitières (110 villages)	Matériel didactique	350 000 CFA/ village (coût prestation opérateur relais) total: 38 500 000 CFA	2005	2005		2005	Non disponibilité de spécialistes	Formation d'un noyau au sein du FODESA	Partenaire relais/ AREG

Total général coût: 48 881 000 CFA

FODESA: Programme de fonds de développement en zone sahélienne du Mali
PDR: Programme de diversification en zone non-cotonnière Mali-Sud
IEC: Information, éducation, communication
AREG: Agence régionale d'exécution et de gestion du FODESA
OPB: Organisation paysanne de base.

PDZL II-NIAFUNKE

Plan d'action relatif au renforcement des capacités des acteurs du projet pour la prise en compte du genre

Conformément aux accords de prêt renégociés lors de la revue à mi – parcours, le Projet de Développement Zone Lacustre phase II prendra fin en 2005. Néanmoins des efforts assez louables avaient été initiés en vue de la prise en compte de l'aspect genre dans la mise en œuvre des études socio - foncières ; programme qui prend en compte les préoccupations de toutes les catégories socio - professionnelles. Il en est de même pour la restructuration de nos organisations paysannes où une frange importante serait consacrée au genre au cours de 2004.

En plus de tout ce qui précède, nous nous proposons de mettre en exergue le genre à travers un plan d'action qui serait prise en compte par le PTBA 2005. Ce plan s'articulera autour du renforcement des capacités du bureau du projet, des services techniques, des ONG et des bénéficiaires, en deux sessions pour un budget estimé à dix (10) millions de Francs CFA

1. **Planning des activités de formation en genre :**

Objectifs/Résultats Attendus	Activités/tâches à exécuter	Indicateurs liés aux objectifs/résultats	Période d'exécution	Sources de vérification	Responsables	Observations
Les capacités des acteurs du projet en genre sont renforcées	Former le personnel et les partenaires opérationnels du projet sur le genre.	250 h/j de formation réalisées (10 Bureau projet et 40 partenaires)	Janvier Février	Rapport de formation	Chargé de formation	
	Former les bénéficiaires du projet sur le genre	200 h/j de formation réalisées (40 bénéficiaires du projet)	Février Mars	Rapport de formation	Chargé de formation	

2. **Budget :**

C1- Appui aux organisations paysannes professionnelles

Objectifs ou Résultats attendus	Activités/tâches à exécuter	Elément de calcul de coût				Sources de financement				
		Unité	Quantité	PU	Montant	FIDA	BOAD	FSB	GVT	BENE.
Les capacités des acteurs du projet sont renforcées	1-Former le personnel et les partenaires opérationnels du projet (services techniques et ONG)									
Les capacités des acteurs du projet sont renforcées	2 – Former les bénéficiaires du projet sur le genre	FF			5 000 000	5 000 000				
Total		FF			5 000 000 10 000 000	5 000 000 10 000 000				

**PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN OEUVRE DES ACTIVITES LIEES AUX GENRES
DANS LA ZONE D'INTERVENTION DU PASK**

Activités liées aux Genres	Partenaires au sein du Projet	Partenaires externes	Ressources humaines, matérielles et financières	Contraintes	Levée des contraintes	Quoi ?	Qui ?	Quand	Rapport
Axe I : Etat des lieux de la prise en compte du Genre dans les programmes du PASK									
Evaluation du niveau d'intégration et de la mise en œuvre de la problématique Genre dans les programmes et plans du PASK	Responsable Programmation Suivi/Evaluation (RPSE), Responsable Promotion Féminine et AGR (RPF/AGR), Responsable Infrastructures Rurales (RIR), Responsable Aménagement Agricole (RAA), Consultante Genre (CG), Antenne PASK et OPP	Secrétariat d'Etat à la Condition Féminine, UNICEF, GRDR	Des facilitateurs Voitures (PASK) 10 000 \$ (FIDA)	Faible niveau de connaissances de la problématique Genre par les partenaires internes et externes du Projet, Difficultés à intégrer la problématique Genre dans la mise en œuvre des programmes, Les considérations traditionnelles par rapport aux femmes	Formation et sensibilisation par rapport à la question du Genre	Elaborer des TDR pour la Mission	RPF/AGR/RPSE, CG	Janvier	CG Genre, RPSE

Axe II : Accès aux moyens de Production									
Aménagement des parcelles des femmes et des jeunes	RIR, RAA	Opérateurs polyvalents spécialisés, Bénéficiaires	Main d'Œuvre Locale 25 000 \$ (FIDA)	Difficultés de changer le mode d'exploitation familiale des populations	Favoriser les exploitations en groupes	Aménager des parcelles communautaires	RIR, RAA, OPS, populations cibles	Avril-mai	RIR, RAA
Aménagement/ Réhabilitation des points d'eau et appui aux moyens d'exhaure	Responsable infrastructures rurales	OPS, Bénéficiaires	Main d'œuvre locale 450 000 \$	Rareté des nappes souterraines	Aménagement des puits inter-communautaires multifonctionnels	Etudes prospectives	OPS	Janvier-Octobre	RIR
Appui en semences, en matériels horticoles et en conseils/ vulgarisations	RAA	OPS, populations cibles	Personnes ressources locales 15 000 \$ (FIDA)	Mauvaise qualité des semences et du matériel horticole Non maîtrise des nouvelles techniques agricoles	Encourager la création des GIE de production de semences locales Vulgarisation agricole	Commande chez des maisons qualifiées Formation des agents de vulgarisation de base locaux	RAA, OPS, populations cibles	Avril-Mai	RAA
Appui à l'achat des charrettes pour le transport de l'eau et des travaux collectifs	RPF/ Consultante genre	OPS, populations cibles	Traction animale 10 000 \$ (FIDA)	Charge de travail et importance des distances à parcourir	Minimiser les difficultés à gérer par les populations. Pré-financer des ateliers de réparation	S'assurer de la qualité des charrettes. Prévoir le coup de la prise en charge des animaux devant assurer la traction	RPF/ Consultante genre, OPS, populations cibles	Mars-avril	RPF/ Consultante genre

Appui aux AGR agricoles et non agricoles	RPF/ Consultante genre	OPS Organisations à la base	Groupements des femmes et des jeunes 76 250 \$ (FIDA)	Faible revenu des familles	Financement et création des conditions pour le développement des AGR, Etudes des créneaux rentables	Formation et renforcement des capacités des associations des femmes et des jeunes	RPF/ Consultante Genre, Responsable volet formation, OPS Organisations à la base	Fevrier-avril	RPF/ Consultante Genre
AXE III : Renforcement des capacités									
Appui à la formation des cadres du Projet à l'intégration du genre dans les activités de leur composante	Responsable renforcement des capacités d'organisation et de gestion (RACOG), RPF/AGR et Consultante Genre	FIDA	Cadres du PASK et partenaires 8 000 \$	Difficultés d'intégrer la problématique Genre dans la planification des plans de leur composante	Organiser un atelier de formation sur l'intégration du genre dans la planification des programmes	Etre capable d'intégrer la problématique Genre dans la planification des programmes	FIDA, Cadres et OPP du PASK	Janvier	RCOG Consultante Genre
Renforcer les équipes locales en ressources humaines en formant des femmes et des jeunes relais	RACOG, RPF/ AGR et Consultante Genre	OPS Bénéficiaires	Cadres du PASK et partenaires 6 000 \$	Insuffisance des ressources humaines (femmes et jeunes) pour le travail de proximité	Recruter et former du personnel femmes et jeunes	Renforcer les ressources humaines du PASK en personnel féminin et jeune pour l'encadrement de proximité	OPS Bénéficiaires		RACOG/ RPF/AGR Consultante Genre

AXE IV : Accès aux services essentiels									
Financement des boutiques communautaires	RPF/AGR Consultante Genre	OPS, Organisations à la base	OPS 6 000 \$	Niveau de gestion et d'organisation des bénéficiaires, spéculation des commerçants, concurrence déloyale des boutiquiers privés	Rapprocher les services des populations, les mettre à l'abri de la spéculation des commerçants	Formation des gérants en gestion financière, améliorer le système d'approvisionnement	RPF/ Consultante Genre, OPS, organisations à la base	Janvier-mai	RPF/ Consultante Genre
Financement des banques de céréales	RPF/AGR, Consultante genre	OPS, Organisations à la base	OPS 6 000 \$	Niveau de gestion et d'organisation des bénéficiaires, caractère aléatoire des récoltes, action des spéculateurs qui rachètent les céréales pour les stocker	Rapprocher les services des populations, les mettre à l'abri de la spéculation des commerçants	Formation des gérants en gestion financière, améliorer le système d'approvisionnement	RPF/ Consultante Genre, OPS, organisations à la ba	Janvier-mai	RPF/ Consultante Genre
Financement des moulins à grains	RPF/ Consultante Genre	OPS, Organisations à la base	OPS 14 000 \$	Moudre les graines, lourd fardeau attribué aux femmes	Alléger les tâches ménagères des femmes, Rapprocher les services des populations	Améliorer le niveau de gestion et d'organisation des bénéficiaires	RPF/ Consultante Genre, OPS, Organisations à la base	Janvier-mai	RPF/ Consultante Genre

Axe V : Vulgarisation/Sensibilisation									
Appui à la sensibilisation des décideurs et des leaders communautaires locaux sur l'approche genre	RACOG, RPF/AGR et consultante Genre	OPS, Leaders communautaires	OPS 6 000 \$	Mauvaise compréhension de l'approche Genre assimilé au féminisme, Contraintes socio-culturelles	Etre capable d'intégrer l'approche genre dans l'analyse problèmes communautaires	Sensibilisation accrue sur la question du genre	OPS, Leaders communautaires	Février-mars	RACOG/ RPF/ AGR et Consultante Genre
Appui aux activités d'IEC (vulgarisation et sensibilisation)	RPF/AGR et Consultante Genre	OPS	OPS 39 000 \$	Faible niveau d'information des populations sur les problèmes de populations	Améliorer le niveau d'information et de sensibilisation des populations	Informé, sensibiliser les populations sur les problèmes majeurs de populations	RPF/AGR et Consultante Genre	Janvier-juin	RPF/AGR et Consultante Genre

**PLAN D'ACTION SUR LE GENRE DANS LE CADRE DES PROJETS FIDA AU TCHAD
MISE EN PLACE DE GRENIERS DE SECURITES ALIMENTAIRES DU PSANG II**

ACTION A MENER	PARTENAIRES		RESSOURCES		CONTRAINTES	MOYENS	QUI FAIT QUOI ?	QUAND ?	RAPPORT QUI?
	Internes	Externes	Humaines	Matérielles					
Renforcement des capacités des communautés en matière de gestion des greniers de sécurité alimentaire au Nord Guéra	Coordinateur Responsable de suivi-évaluation	ACORD et NAFIR	Personnel mis en place par les ONG ACORD et NAFIR ; Communautés rurales ; Comité de gestion (3 femmes et 3 hommes)	Céréales locales (75%) par le Projet et (25%) par les bénéficiaires ; Magasins villageois	Analphabétisme des membres du comité de gestion du grenier ; Reconstitution des stocks (amine, mauvaise gestion, mauvaise récolte) ; Détournement ; Usuriers	Renforcement des capacités des agents de terrain en matière des genres (ASEG) ; Formation des comités de gestion, villageois ; Sensibilisation des communautés ; Alphabétiser les bénéficiaires	PSANG II pour le renforcement des capacités des agents de terrain ; ACOR et NAFIR pour la sensibilisation, l'organisation et la formation des bénéficiaires	Septembre 2004 Octobre 2004 jusqu'en décembre 2005	Comités de gestion capitalisent et partagent les informations avec la population NAFIR ACORD PSANG II
Suivi-évaluation	Coordonnateur Responsable de suivi-évaluation des Unités de terrain	Mission de supervision Mission d'évaluation	Personnel de l'Unité provisoire de coordination (UPC)	Finances Moyens roulants	Insuffisance de Ressources humaines qualifiées en ASEG ; Impraticabilité de certaines pistes pendant la saison des pluies	Création d'un partenariat/genre pour le suivi-évaluation participatif avec la communauté villageoise ; Faire une programmation en tenant compte des contraintes saisonnières	Responsables de suivi-évaluation suscitant la mise en place de mécanismes de participation populaire au suivi des actions au sein de la communauté ; Le coordonnateur élabore les termes de référence des missions d'évaluation	Janvier-décembre 2005 ; Les suivis selon la disponibilité et l'organisation des responsables et l'évaluation à mi-parcours (juin 2004) et l'évaluation finale (décembre 2005)	Coordonnateur ; Responsables de suivi-évaluation ; Les ONG partenaires

ANNEXE 4

ATELIER DE FORMATION DU FIDA SUR «L'ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE SELON LE GENRE ET LE DEVELOPPEMENT RURAL»

EVALUATION FINALE 4/6/04

Veillez prendre 15 minutes pour répondre aux questions suivantes. Merci

1. La formation a-t-elle répondu à vos attentes? Précisez.

- Sans être extravagante, la formation est allée au-delà de ce que je concevais comme approche genre. Ca m'a permis non seulement de comprendre le concept mais aussi de me procurer beaucoup d'outils d'analyse socio-économique.
- La formation a répondu à mes attentes en ce sens qu'elle m'a permis de mieux comprendre les concepts genre et participation, ainsi que la stratégie et les outils d'intervention. (13)
- La formation a amélioré mes capacités pour la mise en œuvre des activités liées au genre
- La formation a été l'occasion d'échanger entre nous
- La formation a bien répondu à mes attentes car je n'avais aucune idée sur le genre
- Oui, à travers les outils appris et les actions identifiées pour que mon projet intègre la dimension genre.
- Elle m'a permis de mieux comprendre un certain nombre d'outils participatifs essentiels pour l'étude diagnostique de toutes les composantes sociales. Elle m'a aussi permis de découvrir d'autres expériences des projets du FIDA. (2)
- J'ai découvert de nouveaux outils opérationnels, simples et appropriés pour les communautés de la base.
- La question du suivi et évaluation des aspects genre n'a pas été abordée en plénière ni débattue.
- La formation a été très intéressante pour moi, parce que c'est la toute première fois que je viens participer. La formation m'a permis de voir que le genre implique tout le monde, hommes, femmes, jeunes et toute la communauté.
- Très pratique et bien claire. Elle a permis de mieux comprendre le concept genre et les difficultés liées à son application effective.

2. Comment pourrions-nous améliorer ce type de formation à l'avenir?

- En réduisant le nombre de jours de la formation, 3 jours au lieu de 5 (2)
- En donnant très brièvement une idée de l'ASEG aux niveaux intermédiaire et macro, ainsi que quelques outils pour ces niveaux
- En mettant plus l'accent sur les outils de suivi/évaluation et en prévoyant davantage de visites sur le terrain (3)
- Plus de jours (au moins 7/10) (6)
- Plus de formations comme celle-ci (3)
- En envoyant le programme de formation provisoire (2)
- A travers plus de pratique sur le terrain (2)
- Si les participants reçoivent une remise à niveau ou une introduction sur les outils de l'approche participative.
- En associant quelques partenaires des ONG
- Les méthodes adoptées par les animatrices ont permis la participation active de tout le monde. Mon souhait est qu'en plus du CD une copie papier des outils permette aux participants de clarifier certains passages flous.

- Je recommande de mettre en place une équipe de rapporteurs qui va faire le compte rendu quotidien des séances avant le démarrage de l'atelier.
- Mise à disposition préalable du guide pour permettre une lecture approfondie en vue de mieux cerner le genre et de poser des questions plus pertinentes. Deux semaines auraient permis de voir l'approche plus en détail.
- Etudes de cas et méthodes utilisées dans les différents pays.
- Bien répartir le temps entre les différents thèmes en fonction de leur importance.
- Très relax, les Maliens aussi sont formidables, ils ont une part dans la réussite.
- Dans l'avenir, on pourrait l'améliorer avec la prise en compte d'exemples pratiques tout en suivant un cheminement approprié de l'identification et du suivi et évaluation.
- Accorder plus de temps à l'application sur le terrain.

3. Y a-t-il des choses (contenu, outils, activités, méthodes et supports pédagogiques) que vous avez particulièrement aimées ou trouvées utiles? Précisez.

- J'ai trouvé particulièrement utiles le contenu, les outils et les supports pédagogiques. (10)
- La méthode 'd'animation souple', surtout les 'Learning Logs' qui permettent de faire soi-même le point des échanges.
- Renforcer le travail sur le terrain et les échanges d'expériences des participants.
- Le support; la documentation (4)
- Le diagramme de Venn
- Plus sur le S&E (4)
- J'ai particulièrement aimé l'humour de l'animatrice, la vidéo, l'outil classement par paire, la matrice des activités et les travaux de groupe.
- La méthode des questions/réponses sans consultation préalable a particulièrement frappé mon attention compte tenu des résultats qu'elle a donnés.
- Documentation bonne/méthode d'animation et le contenu de la formation.
- Ce qui m'a particulièrement marqué dans le contenu, c'était la définition terminologique liée au concept genre, les outils d'analyse et la manière dont l'atelier a été animé.
- L'approche participative avec la volonté d'aider son partenaire à évaluer sa situation et mieux la comprendre. (2)
- Les outils flexibles adaptables à beaucoup de situations avec un peu d'imagination (2)
- La méthode participative et la visite sur le terrain ont été très utiles.
- Les études de cas.

4. Y a-t-il des choses (contenu, outils, activités, méthodes et supports pédagogiques) que vous jugez moins utiles? Précisez.

- Rien (6)
- Tout était utile, plus de jours la prochaine fois (2)
- Tout était utile (5)
- La philosophie du genre bien que fondamentale n'est pas capitale à certains niveaux.
- L'organisation des activités dans le temps
- Certains détails superflus dans la présentation des études de cas.

5. Pensez-vous pouvoir utiliser l'ASEG et les approches participatives dans vos futures activités professionnelles ? De quelle manière ?

- Oui, je pense pouvoir utiliser l'ASEG et les approches participatives dans mes futures activités professionnelles.
- Je voudrais partager ce genre de formation avec nos partenaires

- L'ASEG peut-être mise en œuvre dans un premier temps en essayant 'd'infléchir' certaines activités qui doivent démarrer.
- Oui. Car j'ai participé à d'autres formations en genre et développement, j'ai une expérience en matière de formation paysanne en genre
- Nous pouvons l'utiliser pour le diagnostic des actions à planifier dans le domaine du genre et dans le suivi et évaluation (3)
- En associant de façon active les bénéficiaires/sensibilisation des partenaires sur la nécessité de l'utilisation d'outil participatifs
- Je pense qu'il est important d'utiliser l'ASEG et les approches participatives à l'avenir dans toutes mes activités
- A travers la sensibilisation des partenaires à l'approche ASEG/leur formation en ASEG/au niveau de la prise en compte du genre dans tout le cycle du projet.
- Oui, a travers la mise en œuvre du plan d'action
- Je crois bien. L'exercice pratique sur le terrain et les activités professionnelles le confirmeront
- L'utilisation de l'ASEG est indispensable d'abord au niveau institutionnel et avec les partenaires villageois. Cette approche participative peut s'appliquer à tous les aspects de l'intervention: analyse de la situation; élaboration des priorités; exécution; suivi et évaluation.
- Comme c'est la première fois que je participe à une telle formation je vais lire les différents documents reçus afin que je puisse combler les lacunes qui restent.
- Nous pensons renforcer l'ASEG et les approches participatives à travers: l'implication de toutes les catégories sociales et composantes pour qu'elles participent et prennent en charge tout le cycle de mise en œuvre du projet; la prise en compte des préoccupations de toutes les catégories sociales; l'évaluation de l'impact des actions sur les bénéficiaires
- Oui, je peux le résumer de la manière suivante. Pour toute activité ou action à entreprendre, que ce soit dans le cadre professionnel ou dans d'autres milieux, il faut s'assurer que ça ne peut pas créer une division ou des mécontents.
- Sensibilisation des partenaires à l'importance de faire attention à la prise en charge des intérêts de la majorité des membres de la communauté surtout les plus défavorisés. Lecture plus approfondie du matériel pour mieux comprendre.
- Partage avec mes collègues.
- En tant que programme souple et basé sur la demande, le FODESA pourrait utiliser l'ASEG et les approches participatives dans l'identification des besoins des partenaires villageois, la réalisation, l'exploitation et l'auto-évaluation.
- Oui, notamment au moment des diagnostics et même en matière de suivi-évaluation.
- En essayant d'intégrer dans mon PTBA des actions qui prennent en compte l'ASEG et les approches participatives.

6. Quels autres commentaires pouvez-vous faire sur la formation?

- La session m'a paru un peu longue, 4 jours maximum seraient mieux
- Cette formation a été très utile et doit être répétée afin de créer un cadre de formateurs capables d'en former d'autres dans la région.
- C'était bénéfique
- Une réunion pour l'échange des expériences et l'harmonisation des approches peut être utile au niveau sous-régional annuellement
- La formation a été vraiment bonne dans l'ensemble et il est bon d'organiser d'autres ateliers dans le Niger, au Tchad et en Mauritanie. La prochaine fois, informer à l'avance les participants sur le contenu (programme, thèmes pris en charge)

- Mon appréciation générale de la formation est satisfaisante. La formation est d'une qualité remarquable sur le plan organisation logistique, matérielle et celui de la méthodologie et approche pédagogiques participatives. Elle nous a permis d'établir de nouveaux contacts et de partager des expériences avec d'autres collègues des autres projets du FIDA (difficultés, solutions, méthodologie, forces et faiblesses, outils, etc.) Nous aimerions dans l'avenir le concours du FIDA pour la coordination et l'organisation de ces types d'atelier dans d'autres domaines et plus précisément le S&E et la restitution des expériences après la mise en œuvre des plans d'action.
- Visualiser plus de vidéos pour les études de cas. Avoir la possibilité de passer en revue un ou deux exemples d'outils à chaque étape du cycle du projet. J'ai beaucoup apprécié l'atmosphère dans laquelle s'est déroulé l'atelier. Les animatrices sont à féliciter pour leur disponibilité, leur patience et les multiples exemples donnés sur d'autres pays en rapport avec les questions relatives au genre. Merci aux organisateurs de l'atelier, bon retour à tous dans leurs foyers respectifs.
- L'ambiance était très bonne durant les 5 jours et cela a sans doute joué sur les résultats positifs obtenus par cet atelier.
- L'informatisation de presque toute la documentation ne profite pas à tous les participants/ les horaires n'ont pas toujours été respectés/l'animation a été bonne avec beaucoup d'exemples/la disponibilité des organisateurs est à féliciter/ bravo pour tout le reste.
- Il faut noter que les animatrices, dans certains cas, n'ont pas voulu donner de clarifications lors de l'échange, ce n'est pas facile à comprendre.
- L'organisation: pas de commentaire car tous les paramètres ont été suffisamment analysés et la préparation faite/ L'animation: disponible et très expérimentée, ouverte et favorisant la participation active de tous et toutes/ restauration: parfait./ N.B. Cette formation est organisée au bon moment, car la dimension genre ne pourra être intégrée par les programmes/projets que si les différents intervenants acquièrent des compétences en genre. Mon souhait est que le FIDA organise d'autres ateliers pour consolider les acquis en genre mais aussi pour évaluer les activités mises en route à la suite des ateliers de formation.
- La formation a favorisé la participation de tous, les expériences ont été partagées, les animatrices sont à la hauteur de leurs tâches.
- Elle a été participative et elle pourrait être intégrée au niveau des projets du FIDA dans la sous-région.
- Elle a permis, entre autres, de favoriser les rencontres et le partage d'expériences entre les responsables des projets du FIDA au Niger, au Mali, en Mauritanie et au Tchad. Ces échanges doivent se poursuivre en vue de créer les conditions d'une meilleure intervention du FIDA en Afrique de l'Ouest.
- Pour moi, c'est une formation qui est tombée à point nommé, elle a été une initiation à l'approche genre. Elle m'a permis de faire la différence entre certains termes qui ont des explications différentes en genre. En tant que responsable de la cellule suivi/évaluation, ça m'a permis d'échanger avec d'autres projets du FIDA. Je conseille au FIDA d'organiser de temps en temps ce genre d'atelier afin de renforcer les capacités des gestionnaires de ses projets.
- En raison du temps, la formation n'a pas été globale en ce sens qu'elle n'a pas établi de liaison entre l'approche et les autres outils (MARP, Cadre Logique, PTBA)
- Une logique fonctionnelle des différents outils n'a pas été chaque fois établie, mais cette impression serait-elle aussi due à la non maîtrise de l'ensemble des outils à ce stade ?
- Participative et bien.
- La formation était très intéressante mais trop participative. Les participants ont souvent besoin d'être informés sur les concepts et la philosophie du FIDA. Organiser périodiquement de tels atelier de formation et aussi des ateliers sur le suivi et l'évaluation.

	Pays	Participant	Titre	Projet	Adresse	Tél.	Fax	courriel
1	Tchad	M. Naoura Deli	Coordonnateur du projet	PSANG II	B.P. 3129 N'Djamena	+235 293373	+235 520991	ndeli@psangii.fidafrique.org
2		Mme Clémentine Kemtalbaye Ndade	Chargée du volet genre	PSANG II	B.P. 162 N'Djamena	+235 525422 / 501127	--	--
3		M. Aristide Gabpobe Souapebe	Responsable de la cellule suivi-évaluation	PSANG II	--	+235 525422 / 501140	--	--
4	Mauritanie	M. Cheikh Ould Mohamed Mahmoud	Responsable du renforcement des capacités locales	MAGHAMA II	--	+222 5296756	--	--
5		M. Wone Baidy	Responsable du suivi-évaluation	MAGHAMA II	B.P. 971	+222 6831568	+222 5296755	--
6		M. Sidi Mohamed Sow	Responsable de la promotion féminine et de l'appui aux AGR	MAGHAMA II	B.P. 971	+222 5296756 / 6477156	+222 5296755	sidi_mohamed_sow@yahoo.fr
7		M. Mohamed Bilal	Responsable de la promotion féminine et de l'appui aux AGR	PASK	B.P. 3566	+222 5242162 / 6448401	+222 5242169	medbilal2000@yahoo.fr pask@mauritel.mr
8		M. Mohamed Mahmoud Ould Teddah	Responsable de la programmation et de la coordination du suivi-évaluation	PASK	B.P. 3566	+222 5232162 / 6485766	+222 5242169	pask@mauritel.mr
9	Niger	M. Yahaya Issaka	Responsable de la recherche-développement et du suivi-évaluation	PDSFR	B.P. 13262 Niamey	+227 738715 / 738815	+227 738708	pdsfr@intnet.ne pdsfrct@intnet.ne
10		M. Ary Tanimoune Abdoullkarim	Chargé du suivi-évaluation	PDSFR	--	--	--	--
11		M. Mahamadou Harouna	Coordonnateur du projet	PDSFR	B.P. 13626 Niamey	+227 738515	+227 738708	pdsfr@intnet.ne
12		M. Guero Chaibou	Coordonnateur de la CT/PIIP (Aguié)	PPILA	B.P. 51 Aguié	+227 410826	+227 738708	sareli@intnet.ne pdsfr@intnet.ne
13		M. Harouma Mamadou Traoré	Chargé du suivi-évaluation	PPILA	B.P. 51 Aguié	+227 410826	+227 738708	sareli@intnet.ne pdsfr@intnet.ne
14		Mme Saky Souleymande Roumanatou	Responsable des aspects genre	PPILA	B.P. 51 Aguié	+227 410826	+227 738708	sareli@intnet.ne pdsfr@intnet.ne

	Pays	Participant	Titre	Projet	Adresse	contact tél.	contact fax	adresse email
15	Mali	Mme Fadimata Tograw/Abdoulaye	Conseiller technique, chargée du genre, ministère de l'agriculture	MINAGRI	B.P. 1098 Bamako	+223 2222785	+223 2222785	cnfp@afribone.net
16		Mme Keita Fatoumata Bounen Traoré	Secrétaire de direction du coordinateur national des projets et programmes du FIDA	Projets FIDA	B.P. 1098 Bamako	+223 2220307 cell 6429271	+223 2220307	cnppf@afribone.net cnpp_f@afribone.net
17		Kadidiatou Diallo Sidibe	I.E.C.	FODESA	FODESA/Mali	+223 2237391	+223 2237392	fodesa@fodesa.fidafrique.org
18		Mme Ossade Fatimata Traoré	Assistante du coordinateur de l'ANCG/FODESA	FODESA	FODESA/Mali	+223 2237391	+223 2237392	fodesa@fodesa.fidafrique.org
19		M. Mamadou Nadio	Coordinateur national des projets et programmes FIDA	Projets FIDA	Coordination nationale projets FIDA	+223 2220307 cell 6783491	+223 2220307	cnpf@afribone.net
20		M. Fatogoma Diarra	Coordonnateur du projet	FODESA	BP. E. 4610 Bamako	+223 2227391	+ 223 2227392	fodesa@afribone.net
21		M. Kalifa Sanogo	Responsable du suivi-évaluation	FODESA	B.P. 37 Koulikoro	+223 2262565	+223 2262439	
22		M. Amadou Diakité	Responsable du suivi-évaluation	FODESA	B.P.E. 4610 Bamako	+223 2227391	+223 2227392	fodesa@afribone.net
23		M. Yacouba Tiéman Diarra	Responsable du suivi-évaluation	FODESA	FODESA/Mali	+223 2320195	+223 2320316	--
24		M. Adama Yaya Diarra	Responsable du suivi-évaluation	Mali-Sud	PDRMS. BP 04 San	+223 2372133	+223 2372133	adamaydiarra@yahoo.fr
25		M. Hamzata Moussa Diallo	Directeur du projet (Niafunké)	PDZL-II	B.P. 13 Niafunké	+223 2934011	+223 2934058	pdzl2@afribone.net
26		M. Mohamed El Béchir Doucouré	Responsable de la cellule suivi-évaluation	PDZL-II	B.P. 13 Niafunké	+223 2934011	+223 2934058	pdzl2@afribone.net
27		M. Abdel Kader Djénépo	Informaticien	PDZL-II	B.P. 13 Niafunké	+223 2934011	+223 2934058	pdzl2@afribone.net

ATELIER DE FORMATION
SUR L'ANALYSE
SOCIOÉCONOMIQUE
SELON LE GENRE POUR
LES PROJETS DU FIDA

MALI, MAURITANIE, NIGER, TCHAD



Fonds International de Développement Agricole
Via del Serafico, 107 • 00142 Rome, Italie
Tél.: +39 06 54591 • Télécopie: +39 06 5043463
Courrier électronique: ifad@ifad.org
www.ifad.org

